Traduction C.M.
Overgezet door D.V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 12 septembre 1969, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les armes et munitions", a donné le 19 novembre 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e september 1969 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de wapens en munities", heeft de 19e november 1969 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Sauf en ce qui concerne les armes prohibées, décrites à l'article 3, le projet ne définit pas ce que sont les armes qui seront soumises à l'application de ses dispositions.

L'article 1er emploie le mot "armes" sans qualifier celles-ci et l'article 39 donne un certain nombre de définitions des armes mais a une portée exemplative, ainsi qu'il résulte du mot "notamment".

Sur ce point, le projet modifie profondément le régime légal actuel, lequel détermine les armes qui font l'objet d'une réglementation en procédant à leur classification, en désignant celles qui doivent être rangées dans les catégories d'armes prohibées, d'armes de guerre et d'armes de défense, et en confiant au Roi le pouvoir de classer les armes dont le type serait douteux.

Certes, la loi du 3 janvier 1933 ne définit pas les armes de chasse et de sport, sauf en prévoyant que ce sont celles qui ne se classent dans aucune des catégories précitées, mais il y a lieu d'observer que ces armes de chasse et de sport ne font l'objet de dispositions prohibitives qu'en ce qui concerne le port d'arme.

.../...

En subordonnant non seulement l'acquisition et le port des armes mais encore leur simple détention à une autorisation et en érigeant le défaut d'autorisation en infraction pénale, le projet est de nature à créer l'insécurité juridique, en raison de l'imprécision des termes employés pour déterminer ce que sont des armes au sens de la loi.

Afin d'éviter cette insécurité et de mettre les particuliers à même de connaître, avec une suffisante précision, les obligations qui leur seront imposées par la loi projetée, il y aurait lieu de modifier la structure et le contenu des premiers articles du projet, ce qui permettrait en même temps une présentation plus logique de ces dispositions.

L'article 1er déterminerait, dans un § 1er, ce qui tombe sous l'application de la loi, mais sans donner de précisions relatives aux armes et aux munitions.

Ces précisions devraient figurer dans un § 2 pour les armes et dans un § 3 pour les munitions. Le § 2 reprendrait, notamment, le contenu devenu limitatif de l'article 39 et ferait référence à l'énumération des armes prohibées qui seraient reprises à l'article 3.

Enfin, les §§ 4 et 5 de l'article 1er énonceraient les pouvoirs du Roi relativement aux armes et munitions.

L'article 2 déterminerait ce qui n'est pas soumis aux dispositions de la loi ainsi que les pouvoirs du Roi dans les matières qui rentrent dans l'objet de cet article.

.../...

L'article 3 énumérerait les armes et munitions prohibées et préciserait les pouvoirs du Roi en cette matière.

En annexe du présent avis figure le texte proposé par le Conseil d'Etat pour remplacer les cinq premiers articles du projet. Si ce texte est adopté, il faudra en tenir compte dans la numérotation des articles suivants et dans les références faites par ces articles.

On trouvera plus loin quelques observations particulières relatives aux premiers articles du projet.

II.

Dans le commentaire qu'il consacre à l'incidence du projet sur le droit de chasse, l'exposé des motifs déclare notamment :

> "La loi du 28 février 1882 et ses arrêtés d'exécution subordonnent la chasse à certaines conditions et formalités. Toute personne qui se soumet à leurs dispositions peut revendiquer, de ce fait, le droit de chasser le gibier. Il serait inconcevable qu'on lui refusât l'usage des armes nécessaires. Telle est la portée de la disposition de l'article 16 du projet".

Il ajoute :

> "On aperçoit sans peine que le projet ne modifie pas la situation existante : comme c'est le cas actuellement, toute personne honorablement connue obtiendra un permis de chasse et, de ce fait, sera autorisée automatiquement à acquérir, détenir et porter autant d'armes qu'il lui conviendra, sauf à en justifier et garantir le bon usage (articles 13, 18 et 26)".

.../...

L'article 16 du projet ne correspond pas à ces déclarations.

L'alinéa 1er de cet article se borne à confirmer que l'acquisition, la cession et la détention des armes propres à la chasse et de leurs munitions sont soumises au même régime d'autorisation que celui qui est prévu pour les armes, d'une manière générale, par les articles 10 à 15 du projet auxquels l'alinéa 1er fait expressément référence.

L'alinéa 4 de l'article 16 appelle la même observation que celle qui vient d'être faite.

L'alinéa 2 du même article prévoit que le titulaire du permis de chasse, lequel remplacera, en vertu de l'article 33, § 3, du projet, le permis de port d'armes de chasse prévu par l'article 14 actuel de la loi du 28 février 1882, de même que le titulaire de la licence de chasse, peuvent porter, pour chasser, les armes visées à l'article 16, alinéa 1er. En outre, en vertu de l'alinéa 2 précité, le transport de ces armes et de leurs munitions est non seulement subordonné à un motif légitime, comme le prévoit l'article 13 de la loi du 3 janvier 1933 pour le port d'armes de chasse et de sport, mais il est réservé de plus au titulaire d'un permis ou d'une licence.

L'article 16 apporte ainsi d'importantes modifications au droit de chasse, étant donné que :

1° l'acquisition ou la détention des armes nécessaires à l'exercice de ce droit devra faire l'objet d'une autorisation préalable distincte du permis de chasse;

.../...

2° le port et le transport d'une arme de chasse seront réservés aux titulaires d'un permis ou d'une licence de chasse.

Il y a lieu d'observer que la déclaration de l'exposé des motifs aux termes de laquelle "toute personne honorablement connue obtiendra un permis de chasse et de ce fait sera autorisée automatiquement à acquérir, détenir et porter autant d'armes qu'il lui conviendra" n'est pas conforme au système projeté, puisque si l'autorisation d'acquérir ou de détenir une arme sera, comme le permis, accordée par le commissaire d'arondissement, elle ne pourra l'être que de l'avis conforme du procureur du Roi et que, comme le souligne par ailleurs l'exposé des motifs, le permis et l'autorisation sont deux actes distincts.

Le projet modifie d'une manière plus importante encore le droit de chasse des personnes qui sont actuellement autorisées à l'exercer sans port d'arme, notamment en vertu de l'article 6, alinéa 2, de la loi du 28 février 1882, lequel permet au "propriétaire ou possesseur de chasser ou faire chasser, en tout temps, sans permis de port d'armes de chasse, dans ses possessions attenant à son habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins et à tout passage de gibier".

Ces personnes devront désormais non seulement obtenir l'autorisation d'acquérir et de détenir une arme, mais elles devront, en outre, obtenir un permis de chasse pour pouvoir porter et transporter celle-ci.

Suivant l'interprétation qui vient d'être donnée à l'article 16 du projet, l'article 6 de la loi du 28 février 1882 serait implicitement abrogé dans la mesure

.../...

où il permet au propriétaire de chasser, sans permis, à l'aide d'une arme dans sa propriété, mais les deux dispositions permettraient encore à ce propriétaire de tirer d'une fenêtre de son habitation. Cette dernière solution paraît conforme à la définition du "port d'armes" donnée dans l'exposé des motifs.

S'il entrait dans les intentions du législateur d'abroger l'article 6 de la loi du 28 février 1882, il conviendrait, pour des motifs de sécurité juridique, que cette abrogation soit expresse.

L'alinéa 4 de l'article 16, alors qu'il prévoit que "la destruction des bêtes fauves et des animaux nuisibles est régie par les dispositions particulières qui la concernent", modifie cependant la législation relative à cette matière, puisqu'il subordonne l'acquisition, la cession et la détention des armes à une autorisation accordée conformément aux articles 10 à 15 et à un permis ou une licence de chasse le transport et le port des armes et munitions nécessaires à cette fin.

C'est ainsi que, lorsque le Ministre de l'Agriculture, constatant que la présence d'une trop grande quantité de lapins, pigeons-ramiers ou sangliers nuit aux produits de la terre, autorisera ou ordonnera leur destruction conformément à l'article 7ter de la loi du 28 février 1882, l'exécution de ces décisions sera subordonnée à la condition que les personnes, autorisées ou tenues de procéder à la destruction soient préalablement pourvues, à titre personnel, d'une autorisation du commissaire d'arrondissement après avis conforme du procureur du Roi et qu'elles soient pourvues du permis ou de la licence de chasse.

*

* *

Le projet pose d'autres problèmes encore en ce qui concerne sa mise en concordance avec la loi sur la chasse.

L'article 14 de la loi du 28 février 1882 dispose :

"Quiconque est trouvé chassant et ne justifiant pas d'un permis de port d'armes de chasse sera puni d'une amende de 100 francs.

Sera puni de la même peine celui qui aura chassé au lévrier sans être muni d'un permis spécial, dont le prix sera le même que celui du permis de port d'armes de chasse.

Les permis de port d'armes de chasse et les permis de chasse au lévrier sont personnels; ils ne sont valables que pour une année à partir du 1er juillet.

... ".

Suivant la doctrine et la jurisprudence, le permis de port d'arme de chasse n'est requis que de celui qui chasse à l'aide d'une arme à feu (NOVELLES, La chasse, n° 53; BRAAS, Législation sur la chasse, n° 167) ou d'une arme de chasse au sens usuel (SCHUIND, Traité pratique de droit criminel, T. 1er, p. 417).

Cette interprétation est confirmée par les dispositions légales qui réglementent la chasse par d'autres moyens (voir les articles 7, 9 et 14, alinéa 2).

En remplaçant les termes "permis de port d'armes de chasse" par les termes "permis de chasse", l'article 33 du projet permettrait d'interpréter l'article 14, alinéa 1er, de la loi du 28 février 1882 comme subordonnant à un permis la pratique de la chasse, quel que soit l'engin employé.

De toute manière, la rédaction de l'article 14 précité devrait être adaptée en tenant compte de la modification projetée.

.../...

Par ailleurs, en réprimant le port d'une arme de chasse par celui qui n'est pas titulaire d'un permis de chasse, les articles 16, alinéa 2, et 28 de la loi en projet, absorbent le délit réprimé par l'article 14, alinéa 1er, de la loi du 28 février 1882, qu'ils punissent de peines beaucoup plus sévères. En effet, suivant une interprétation constante, cette disposition n'est applicable qu'à celui qui a chassé au moyen d'une arme de chasse au sens usuel. Dès lors, le port d'une arme de chasse, sans être titulaire du permis de chasse, qui suffit à entraîner l'application des dispositions répressives de la loi en projet est un des éléments constitutifs du délit de chasse prévu par l'article 14, alinéa 1er, de la loi du 28 février 1882.

Il ne convient pas de maintenir dans la loi du 28 février 1882, une incrimination qui, en vertu de l'article 65 du Code pénal, sera automatiquement absorbée par les dispositions répressives de la loi en projet et que le juge pourra réprimer par une peine beaucoup plus sévère.

Toutefois, pour l'harmonisation des deux dispositions, il faudra tenir compte du dernier alinéa de l'article 14 précité. En effet, n'étant pas une peine, la condamnation au paiement de la taxe éludée peut être prononcée en même temps que la condamnation à la peine la plus forte, celle de la loi en projet (voyez notamment : SCHUIND, Traité pratique de droit criminel, t. Ier, p. 128). Si le législateur entend maintenir cette condamnation , il faudra, en cas d'abrogation expresse de l'article 14, alinéa 1er, de la loi du 28 février 1882, attacher la condamnation à l'amende fiscale à la répression de l'infraction prévue par les articles 16, alinéa 2, et 28 de la loi en projet.

*

* *

.../...

Les articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 1er mars 1956 relatif à la délivrance de permis de chasse, de licences de chasse et de permis de tenderie aux oiseaux déterminent les conditions dans lesquelles le commissaire d'arrondissement doit ou peut refuser le permis de port d'armes de chasse. L'article 8 du même arrêté organise un recours contre les décisions de refus et fixe les modalités de ce recours qui, dans certains cas, devra être introduit auprès du gouverneur de la province et, dans d'autres cas, auprès du Ministre de l'Agriculture.

Les articles 12 et 13 du projet qui s'appliquent à toutes les armes y compris les armes de chasse (article 16, alinéa 1er), déterminent les conditions dans lesquelles les autorisations visées à l'article 10 doivent ou peuvent être refusées. L'article 14 ajoute que toute autorisation est subordonnée à l'avis conforme du procureur du Roi et l'article 15 organise un recours devant le tribunal de première instance contre la décision du commissaire d'arrondissement refusant l'autorisation.

Il résulte de ce qui précède que les conditions auxquelles sont subordonnées d'une part, l'autorisation d'acquérir et de détenir une arme et, d'autre part, la délivrance du permis de chasse sont différentes dans le projet et dans l'arrêté royal du 1er mars 1956. La même différence existe en ce qui concerne les recours contre les décisions de refus.

Ce manque d'harmonie est de nature à soulever des difficultés et devrait être supprimé.

.../...

III.

Le passage de l'exposé des motifs relatif aux articles 20 et 27 confond deux notions, celle du droit de propriété sur l'arme et celle des conditions administratives auxquelles en est subordonnée la détention.

Contrairement à ce qui est affirmé dans le commentaire de l'article 27, l'article 20 du projet ne règle pas la propriété des armes et munitions trouvées, léguées ou héritées , mais soumet celui qui aura obtenu la détention d'une arme, soit par hasard (article 20, § 1er), soit par l'effet d'une dévolution à cause de mort (article 20, § 2), à des conditions administratives analogues à celles qui s'appliquent à celui qui détient une arme au jour d'entrée en vigueur de la loi.

En ce qui concerne d'abord la situation de celui qui trouve une arme par hasard (article 20, § 1er), son droit de propriété n'est réglé ni par cette disposition ni par aucun texte légal. On a déduit toutefois de l'article 505 du Code pénal, qui punit le cel frauduleux, que l'inventeur d'une chose mobilière ne peut se l'approprier mais qu'il doit faire une déclaration à une autorité de police, afin que la personne qui a égaré l'objet perdu, puisse le réclamer. Aussi longtemps qu'une telle réclamation n'a pas été faite, l'inventeur a le droit de détenir la chose trouvée. Il en devient propriétaire si elle ne lui a pas été réclamée, dans le délai de la prescription, par le propriétaire originaire (voyez DE PAGE, t. VI, n°36).

.../...

La déclaration prévue par l'article 20, § 1er, du projet a une autre portée : elle est justifiée par le caractère dangereux de l'objet. Dans la pratique, cette déclaration aura également pour effet de soustraire l'inventeur à toute poursuite du chef de l'article 505 du Code pénal. En revanche, la combinaison des articles 20, § 1er, et 27, telle qu'elle est prévue par la première disposition, exclut, à tort, une solution : que l'inventeur sollicite du commissaire d'arrondissement l'autorisation de conserver l'arme dont il a acquis la détention par hasard. Au demeurant, aux termes du passage ci-après de l'exposé des motifs, cette faculté ne paraît pas exclue :

> "Celui qui trouve une arme ou des munitions ou en obtient la détention par hasard est tenu d'en avertir l'autorité et de lui remettre ces engins au plus tard le lendemain. Il n'y a pas lieu d'autoriser l'intéressé à les conserver puisque, a priori, il n'en est pas le propriétaire, mais rien ne s'oppose à ce qu'il sollicite une des autorisations prévues aux articles 10 à 18 du projet, dans les formes et conditions imposées par ces dispositions".

Le texte des articles 20, § 1er, et 27 n'est pas conforme à l'observation exprimée dans la dernière phrase de ce passage, dont la rédaction est d'ailleurs contradictoire.

Il serait logique de soumettre à la même solution les deux situations suivantes :

1° l'arme ou les munitions sont trouvées ou la détention en est obtenue par hasard (article 20, § 1er);

2° elles sont acquises par dévolution successorale (article 20, § 2).

.../...

Dans les deux cas, l'intéressé doit pouvoir solliciter l'autorisation de détenir l'arme, comme le projet le prévoit seulement pour le second cas (article 20, § 2, dernier alinéa).

Si l'autorisation n'a pas été accordée, l'inventeur, l'héritier ou le légataire seront dans une situation analogue à celle qui est réglée par l'article 27 (retrait d'autorisation).

Il est une autre situation : celle de la personne qui, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi, a détenu une arme régulièrement, parce qu'aucune autorisation n'était requise, et dont la demande est rejetée. Cette situation transitoire, qui risque d'être assez répandue en ce qui concerne les armes de chasse notamment, n'est pas explicitement prévue par l'article 27 qui parle de "retrait" d'autorisation. Les dispositions transitoires de l'article 38 devraient être complétées sur ce point.

Quelle solution faut-il préconiser pour ces différentes situations ?

Dans l'article 27 en projet, on peut distinguer deux éléments :

a) la première phrase prévoit une mesure administrative de sûreté, la remise des armes ou munitions à une autorité de police. Ne préjudiciant pas des droits de propriété, cette mesure n'est pas critiquable;
b) en revanche, la deuxième partie de la deuxième phrase confère au commissaire d'arrondissement des pouvoirs qu'il faut juger exorbitants.

.../...

On peut s'étonner, d'abord, que le projet n'étende pas à la décision prise par le commissaire d'arrondissement en vertu de l'article 27, le recours organisé par l'article 15 en ce qui concerne les décisions prises conformément aux articles 11, 13 et 14 du projet. Cette lacune est d'autant plus étonnante que l'exposé des motifs justifie l'attribution de ce recours au tribunal civil par la circonstance que le droit de détenir une arme est un droit civil, au sens de l'article 92 de la Constitution.

Si l'on peut mettre en doute que le droit de détenir une arme soit un droit civil, il n'est pas contestable que la décision que prendrait le commissaire d'arrondissement, en application de l'article 27, affecterait un droit civil, en l'espèce le droit à la propriété de l'arme.

Quand le législateur estime une chose dangereuse, il a le pouvoir d'empêcher son propriétaire d'exercer une détention matérielle ou d'user de la chose sans l'autorisation requise. L'arme étant confiée à un tiers, le propriétaire a le droit de la vendre ou de la donner à quiconque a obtenu l'autorisation de l'acquérir conformément aux articles 10 et suivants du projet. La validité de pareil transfert de propriété ne saurait dépendre de l'autorisation ni, à plus forte raison, de l'"ordre" de vendre "de gré à gré", qui émanerait du commissaire d'arrondissement. Enfin, l'Etat peut organiser la vente publique des armes ainsi déposées, moyennant l'accord préalable du propriétaire.

Le Conseil d'Etat proposera plus loin, pour l'article 27, un texte qui tiendra compte des observations ci-dessus ainsi que d'autres observations particulières formulées à propos du même article.

.../...

IV.

Les notions de "détention", de "port" et de "transport" devraient faire l'objet d'une définition, non seulement dans l'exposé des motifs mais aussi dans un texte exprès.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article ler, § 2, 4°, du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Dans l'énumération limitative des armes au sens du projet (article ler, § 2,du texte proposé), il n'est pas fait référence à l'article 3, § ler, 1°,du texte proposé, parce que le mot "armes" utilisé dans cette dernière disposition désigne des engins qui sont des armes au sens de l'article ler, § 2,du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Si l'article 3, § ler, 1°, précité devait être inclus dans l'énumération que contient cet article ler, § 2, l'objet à définir (les armes que les circonstances décrites à l'article 3, § ler, 1°, transforment en armes prohibées) appartiendrait à la définition qui en est donnée. Comme, pour appartenir à la catégorie des armes prohibées, ces engins doivent être des armes, au sens de l'article ler, § 2, du texte proposé, ils rentrent nécessairement dans une des catégories énumérées par cette disposition, qui contient dès lors une liste complète des armes régies par la loi en projet.

Article 2, § ler, du projet (même disposition dans le texte proposé).

Le projet soustrait à l'application de la loi les collections, les panoplies et les armes qui leur sont destinées.

.../...

De cette disposition, rapprochée de l'article 4, 5°, du projet (article 2, § 2, 2°, du texte proposé), il résulte que les dispositions de la loi ne s'appliqueront pas aux catégories précitées, aussi longtemps que le Roi ne les aura pas déclarées applicables.

On observera qu'en l'absence de toute définition de la collection et de la panoplie, l'étendue de l'habilitation royale est indéterminée.

Il appartiendra au législateur d'apprécier s'il y a lieu d'abandonner toute cette matière à la législation réglementaire.

*

* *

A l'article 2, § 1er, le projet prévoit que "ne sont pas soumises aux dispositions de la présente loi :

1° les commandes d'armes ou de munitions par l'Etat et leur livraison par l'Etat;

...

...

5° les collections, les panoplies et les armes qui leur sont destinées ainsi que les stands forains ou ambulants de tir et l'utilisation des armes ou munitions qui leur sont affectées ... ".

Or, ces matières font l'objet des dispositions de l'article 4, 1° et 5°, du projet en vertu duquel le Roi peut soumettre à un régime particulier les activités économiques relatives aux armes et munitions qui servent à l'armement des forces armées et soumettre à l'application des dispositions de la présente loi qu'il détermine ou à une réglementation particulière, les armes et munitions visées à l'article 2, § 1er, 5°.

.../...

Par souci de concordance, il y aurait lieu d'insérer dans l'article 2, § 1er, une réserve relative aux pouvoirs conférés au Roi par le projet. C'est ce que fait l'article 2, § 1er, du texte proposé.

Article 6 du projet.

Pour tenir compte de l'article 4, 4°, du projet, le premier alinéa de l'article 6 devrait être rédigé comme suit :

"Sont seules autorisées à exercer les activités économiques visées à l'article (1er, 3°, du projet; 1er, § 1er, 3°, du texte proposé) ou aux arrêtés pris en exécution de l'article (4, 4°, du projet; 1er, § 5, du texte proposé), les personnes physiques ou juridiques ... ".

*

* *

Il y a lieu d'écrire à la fin de l'alinéa 2 :
" ... et indiquer les raisons de s'en écarter".

Article 7 du projet.

Aux termes du § 3, l'agréation est retirée de plein droit aux personnes juridiques si l'administrateur, le commissaire ou le préposé à la gestion ou à l'administratio de la personne juridique condamné ou interné n'a pas, à l'expiration d'un délai de deux mois, cessé effectivement d'exercer à son service une quelconque activité.

On observera qu'à défaut de toute notification d la condamnation faite à la personne juridique, celle-ci pourra ignorer qu'un de ses administrateurs a été conda Une telle notification devrait être prévue.

Le § 4 devrait préciser qu'il s'agit de la chambre du conseil "du tribunal correctionnel".

Article 8 du projet.

Il y a une contradiction entre l'exposé des motifs, suivant lequel les armes et munitions prohibées ne peuvent être en aucun cas vendues à des particuliers, alors que l'article 8 excepte le cas où la vente a lieu en vue de l'exportation.

Au 1° du même article, la référence à l'article 5 du projet est erronée. En effet, cet article donne au Ministre le pouvoir de compléter ou de préciser la description des armes et munitions. Sauf à admettre que le pouvoir que le projet entend conférer au Ministre aurait la même étendue que le pouvoir accordé au Roi par l'article 4, 3°, ce n'est pas en vertu de l'article 5 qu'une arme ou une munition sera prohibée.

La référence à cet article 5 doit être supprimée.

La même modification devrait être apportée à l'article 12, 1°.

Article 11 du projet.

L'article 11 prévoit que, lorsqu'une personne acquiert une arme dans le délai de validité de l'autorisation d'acquérir qui lui a été délivrée, cette autorisation comporte celle de détenir l'arme, mais ne permet pas de déterminer avec certitude si cette personne pourra également **transporter** son arme en vertu de ladite autorisation ou si elle devra à cette fin obtenir au préalable une autorisation distincte.

Le projet, en définissant à l'article 1er les actes accomplis par les particuliers qui tombent sous l'application de la loi, distingue : l'acquisition, la cession, la détention, le transport et le port des armes.

Cette distinction est reprise par l'article 10, dans l'énumération qu'il fait des actes qui sont interdits aux particuliers non munis des autorisations prévues, et par l'article 11, alinéa 4.

Dans le commentaire que l'exposé des motifs consacre à la distinction entre le port et le transport des armes, le transport est défini comme étant "le fait de déplacer l'engin d'un lieu dans un autre, sans aucune intention de s'en servir au cours de ce déplacement".

L'exposé des motifs précise que "l'élément intentionnel propre au port ou au transport résulte évidemment de circonstances de fait dont l'appréciation ressortit à la compétence du juge du fond".

On doit conclure des dispositions et du commentaire cités que la personne autorisée à détenir une arme ne pourra pas transporter celle-ci, si elle n'obtient pas en outre une autorisation de transport; ce sera notamment le cas lorsque cette personne changera de résidence. Mais il y a lieu de relever également qu'elle ne pourra pas davantage transporter entre le magasin de l'armurier et son habitation l'arme qu'elle est autorisée à acquérir et que, par conséquent , elle ne pourra en avoir de plein droit la détention, comme le prévoit l'article 11, alinéa 3, du projet.

Le texte devrait être précisé sur ce point.

*

* *

.../...

La finale de l'alinéa 1er de l'article 11 devrait être rédigée comme suit : " ... par le commissaire d'arrondissement de Bruxelles, à moins qu'il ne réside dans une localité limitrophe de la Belgique; dans ce cas, l'autorisation est accordée par le commissaire de l'arrondissement le plus proche".

Pour le renvoi au commissaire d'arrondissement de l'autorisation non utilisée, le texte de l'alinéa 3 de l'article 11 devrait fixer un délai prenant cours à l'expiration du délai de deux mois pendant lequel l'autorisation est valable.

Article 12 du projet.

Le 4° de cette disposition envisage le cas des interdits. Il conviendrait de compléter l'article 12 en visant les personnes colloquées ou séquestrées à domicile. De plus, le projet aura à tenir compte éventuellement du projet de loi relatif à la protection de la personne des malades mentaux, actuellement soumis au Parlement (Doc. Sénat, session 1968-1969, n° 253).

Article 15 du projet.

Aux termes de cet article, si la décision du commissaire d'arrondissement refusant l'autorisation est prise en application des articles 11, 13 et 14, le requérant peut introduire auprès du tribunal de première instance un recours.

.../...

Il n'y a aucune raison d'exclure l'article 12 de l'énumération des articles précités. Des contestations justifiant un recours peuvent naître, en effet, d'une fausse application de cet article 12.

Par ailleurs, pour faciliter le recours qu'il organise, l'article 15 devrait imposer la motivation du refus d'autorisation.

*

* *

Si le Gouvernement estime que le jugement qui admet le bien-fondé du recours tient lieu d'autorisation, cette précision devrait être inscrite dans le texte.

*

* *

Alors que l'article 15 du projet prévoit un recours devant le tribunal de première instance contre la décision du commissaire d'arrondissement refusant une autorisation à un particulier, aucun recours au fond n'est organisé contre la décision du Ministre des Affaires économiques refusant l'agréation d'une personne qui exerce les activités économiques visées par le projet. Cette dernière décision ne pourra donc faire l'objet que du recours de droit commun devant le Conseil d'Etat.

On n'aperçoit pas la raison d'une pareille discrimination entre la décision de refus d'autorisation et la décision de refus d'agréation, celle-ci pouvant avoir des conséquences beaucoup plus graves que celle-là.

.../...

Comme il a été proposé pour le refus d'autorisation, le refus d'agréation devrait être motivé. En outre, un recours devrait être prévu contre cette dernière décision, celle-ci étant notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste, comme c'est le cas pour le refus d'autorisation (article 15).

Article 16 du projet.

Cet article a déjà fait l'objet de l'observation générale II. Il appelle, en outre, l'observation suivante, en ce qui concerne son alinéa 1er :

Suivant les renseignements recueillis, la justification de cette disposition résiderait dans le fait qu'elle permet à un même particulier d'acquérir, de céder ou de détenir plusieurs armes de chasse, alors "qu'en principe" les autorisations seraient, pour les autres armes, limitées à un engin par individu.

Si telle est l'intention du Gouvernement, il conviendrait de la traduire dans le projet par une disposition expresse.

Article 17 du projet.

Le début du § 1er devrait se lire comme suit :

"Il est interdit aux particuliers de pratiquer le sport du tir, à domicile, ... ".

*

* * .../...

Le deuxième alinéa du § 1er dispose que le sport du tir est subordonné à l'affiliation des particuliers à une association autorisée par le commissaire d'arrondissement et, aux termes du § 2, 1°, le Ministre de la Justice détermine les règles qui régissent l'organisation des associations visées au § 1er et leur reconnaissance par une fédération nationale.

C'est d'une manière tout à fait incidente qu'il est pour la première fois question ici d'une reconnaissance des associations par une fédération. Rien n'est prévu dans le texte en ce qui concerne la structure et l'organisation de cette fédération.

Article 18 du projet.

Cet article est inutile et peut être omis.

Dans le système du projet, en effet, une autorisation est nécessaire pour chaque arme détenue et un certificat d'immatriculation individualisé doit accompagner l'arme en tous lieux et en tous temps (article 21).

Le dépôt d'armes - que le projet ne définit d'ailleurs pas - ne peut être que la somme des armes dont chacune doit faire l'objet d'une autorisation. Il n'y a pas lieu, dès lors, d'imposer une autorisation spéciale pour le dépôt, c'est-à-dire pour un ensemble d'armes déjà autorisées individuellement.

.../.

Article 20 du projet.

En dehors de ce qui a déjà été dit de cet article dans l'observation générale III, il y a encore lieu de noter ce qui suit .

Aux termes du § 1er de cette disposition, celui qui trouve une arme ou des munitions ou qui en obtient la détention par hasard est tenu d'en faire la déclaration aux autorités de police, le lendemain du jour où les armes sont venues entre ses mains.

Ce délai est anormalement court, surtout dans les campagnes.

Aux termes du § 2 de l'article 20, si la détention de l'arme est l'effet d'une dévolution successorale ou d'un legs, le délai de la déclaration prévue au § 1er est porté à un mois.

Qu'en est-il du point de départ de ce délai ?

Si l'on rapproche le § 2 du § 1er, le texte de ces dispositions semble signifier que le délai, qui était d'un jour, à partir du moment où l'arme est tombée entre les mains de l'inventeur (§ 1er), est porté à un mois pour l'héritier à partir du moment où il a eu l'arme entre les mains, c'est-à-dire également à partir de la découverte de celle-ci.

Si tel est le point de départ du délai, on se demande pourquoi l'héritier bénéficie par rapport à l'inventeur d'un délai beaucoup plus long.

.../...

Mais l'interprétation que l'on peut déduire du texte des §§ 1er et 2 est contredite par l'exposé des motifs qui s'exprime comme suit :

> "Le projet règle différemment la situation de l'héritier ou du légataire qui recueille des armes ou des munitions. Comme il se peut que ces engins ne soient pas découverts immédiatement, l'intéressé bénéficie, pour les déclarer, d'un délai d'un mois ... ".

Cette explication implique que, contrairement à ce que semble dire le texte du § 2, ce délai ne court pas à partir de la découverte par l'héritier.

Quel est alors le point de départ du délai pour l'héritier ? Si c'est le décès, il faudrait le dire expressément.

Quoiqu'il en soit, les textes sont ambigus et devraient être précisés quant au point de départ du délai, tant pour l'inventeur que pour l'héritier. Ce point de départ devrait être la découverte et il faudrait imposer à l'un et à l'autre un délai de déclaration raisonnable de durée identique.

En tout état de cause, la rédaction du début du § 1er est défectueuse et devrait être corrigée comme suit: "... est tenu, dans un délai de ... qui suit le jour où celles-ci sont entre ses mains, d'en faire la déclaration ... ".

*

* * .../...

La finale du § 1er de l'article 20 devrait se lire comme suit : "... conformément à l'article 27 en ce qui concerne le propriétaire".

Article 21 du projet.

A l'alinéa 4 du texte français de cette disposition, il y aurait lieu de remplacer, in fine, le mot "et" par le mot "ou".

Article 24 du projet.

Suivant cette disposition, en cas de menace de troubles ou d'émeutes, notamment, ou au cours de ces événements, "les autorités responsables du maintien de l'ordre" peuvent prendre une série de mesures de sécurité publique.

En vertu de l'article 23 de la loi du 3 janvier 1933, ces mesures sont prises par le bourgmestre ou le gouverneur et seulement lorsque la menace s'est réalisée.

Le bourgmestre a le devoir légal d'agir lorsque la situation est troublée et il doit être le premier à intervenir.

"On se rend compte sans peine des motifs de cette priorité : c'est le chef de la police locale qui a le plus d'intérêt à ce que l'ordre ne soit pas troublé, il est le mieux placé pour prendre avec promptitude les mesures destinées à assurer le maintien de la paix publique. Il se trouve sur le théâtre des événements; il connaît l'état des esprits, le caractère des populations, la gravité du danger, les causes de l'agitation et les moyens à employer pour la calmer. Il est tout naturel,

.../...

dès lors, que les autorités supérieures n'interviennent qu'en ordre subsidiaire et en cas de nécessité bien constatée" (DE TOLLENAERE - Loi communale, n° 857).

Suivant l'exposé des motifs, le projet modifie la législation actuelle en ceci que "toutes les autorités responsables du maintien de l'ordre doivent pouvoir prendre les mesures prévues par l'article 23 de la loi de 1933, non pas seulement les bourgmestres et les gouverneurs, mais aussi le Ministre de l'Intérieur et les autorités de police ou de gendarmerie, lorsque,sur les lieux, celles-ci estiment que la fermeture ou l'évacuation des magasins ou dépôts d'armes s'impose".

Une pareille interprétation du texte de l'article 24 du projet aboutit à ne plus respecter l'ordre dans lequel les mesures destinées à maintenir la tranquillité publique doivent être prises successivement. Il faut craindre, dès lors, soit des conflits d'autorités,lorsque plusieurs autorités interviendront, soit une carence d'autorités, lorsque personne n'interviendra.

Article 25 du projet.

Aux termes de cette disposition, les agréations prévues au chapitre II peuvent être retirées par le Ministre des Affaires économiques et les autorisations prévues au chapitre III par le commissaire d'arrondissement. Ces retraits sont donc facultatifs.

En ce qui concerne les retraits d'agréations, l'article 25, alinéa 1er, paraît bien être applicable, sans préjudice des retraits d'agréation de plein droit dont il est question aux §§ 2 et 3 de l'article 7 du projet. Ce dernier point devrait être précisé dans le texte.

*

* *

Il conviendrait que l'article 25 impose expressément la motivation des décisions de retrait. C'est là une garantie élémentaire pour les personnes qui font l'objet de pareille mesure. A cette fin, un alinéa ainsi rédigé pourrait être ajouté à la disposition : "Les retraits doivent être motivés".

L'article 25 devrait préciser aussi que la notification des retraits se fait par pli recommandé à la poste, comme c'est le cas pour la notification du refus d'autorisation (article 15).

*

* *

L'article 25 prévoit un recours devant le tribunal de première instance contre les décisions de retrait d'autorisation, à l'exclusion des décisions de retrait d'agréation. En dehors des recours de droit commun devant le Conseil d'Etat dont ces dernières décisions peuvent faire l'objet, il y aurait lieu d'organiser également un recours au fond contre les décisions de retrait d'agréation, lesquelles portent atteinte au libre exercice d'une activité économique et peuvent avoir des conséquences très graves.

A cet égard, on observera que des lois récentes, relatives à l'organisation de professions (1), ont toutes

.../...

(1) - loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers (et son arrêté d'exécution du 17 juillet 1964);
- loi du 21 avril 1965 portant statut des agences de voyage;
- loi du 26 juin 1967 relative au statut des auxiliaires de transport de marchandises.

Voir aussi le projet de loi sur le camping (Doc. Sénat, 1968-1969, n° 534).

établi le principe d'une procédure destinée à assurer aux intéressés certaines garanties. Ces garanties concernent la motivation des décisions de refus ou de retrait, l'audition préalable des intéressés, l'avis d'une commission technique, l'organisation d'un recours administratif préalable au recours au Conseil d'Etat.

Article 26 du projet.

Aux termes de l'article 26, 2°, le juge a la faculté de retirer les agréations accordées aux personnes physiques par application du chapitre II. Cette disposition, comme c'était le cas pour l'article 25, paraît bien être applicable, sans préjudice des retraits d'agréation de plein droit dont il est question aux §§ 2 et 3 de l'article 7 du projet. Ce dernier point devrait être précisé dans le texte.

*

* *

L'alinéa 1er de l'article 26 n'envisage que le cas d'une "infraction à la présente loi", alors que d'autres dispositions du projet visent le cas d'une "infraction à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution" (article 7, § 1er, 2°, a). Cette discordance est-elle voulue et doit-on en déduire que les mesures de sûreté prévues par l'article 26 ne peuvent être prononcées par le juge en cas d'infraction aux arrêtés d'exécution de la loi ?

.../...

Article 27 du projet.

Certains aspects de cette disposition ont déjà été examinés dans l'observation générale III. On n'y reviendra pas ici.

*

* *

La remise des armes par les personnes auxquelles l'agréation ou l'autorisation est retirée doit avoir lieu au plus tard le surlendemain "de la notification du retrait".

Qu'en est-il pour les cas de retrait de plein droit ? Le texte veut-il dire que, même dans le cas de retrait de plein droit, les armes ne devront être remises qu'après une notification de ce retrait ? Si telle n'est pas la portée de la disposition, l'article 27 devrait être précisé comme suit : "... au plus tard au cours du deuxième jour qui suit soit la notification du retrait, soit le jour où le retrait de plein droit produit ses effets ... ".

*

* *

Suivant l'article 25, le retrait d'une autorisation par le commissaire d'arrondissement peut être l'objet d'un recours devant le tribunal de première instance, dans les dix jours de la notification du retrait. Il faudrait préciser si ce délai et le recours lui-même sont suspensifs des effets du retrait et, éventuellement, dans quelle mesure.

.../...

On a vu plus haut que l'article 25 prévoit un recours devant le tribunal de première instance contre les décisions de retrait d'autorisation, mais non pas contre les décisions de retrait d'agréation. Si le législateur décidait, comme le Conseil d'Etat l'a proposé, d'organiser un recours au fond contre ces dernières décisions, le délai d'introduction de ce recours et le recours lui-même devraient être suspensifs de tous les effets du retrait d'agréation.

*

* *

Compte tenu de l'observation générale III et des observations particulières qui précèdent, il est proposé de rédiger comme suit l'article 27 du projet :

"Article ...

Les personnes physiques ou juridiques qui sont propriétaires d'armes ou de munitions régulièrement acquises ou détenues en vertu de la présente loi et auxquelles l'agréation ou l'autorisation est retirée, sont tenues, au plus tard au cours du deuxième jour qui suit celui ... (voir avis) de mettre les armes et munitions visées par cette mesure ainsi que les documents justificatifs de l'agréation ou de l'autorisation à la disposition du commissaire de police de leur résidence ou de leur domicile ou, à son défaut, à la disposition du commandant de la brigade de gendarmerie.

Le commissaire d'arrondissement ordonne, s'il y a lieu, la garde des armes ou des munitions par une administration publique ou par un particulier. Le propriétaire peut les céder, à titre onéreux ou gratuit, à une personne agréée ou autorisée en vertu de la

.../...

présente loi. Le propriétaire peut aussi autoriser la dénaturation ou la mise en vente des armes ou des munitions par l'Etat.

Sauf en cas de dénaturation, ... (la suite comme au projet) ... ".

Il y a lieu d'observer que le projet ne règle pas le sort de l'arme après sa dénaturation.

Article 29 du projet.

Cet article trouverait mieux sa place dans le Code pénal.

Article 30 du projet.

Aux termes de la dernière phrase de cette disposition "les armes confisquées peuvent toujours, dans un intérêt général, être confiées par décision du commissaire d'arrondissement à une collection publique ou privée".

Abstraction faite de l'imprécision de l'expression "collection privée", cette phrase est inutile et peut être supprimée.

L'Etat, en effet, est devenu propriétaire des armes en vertu de la confiscation. Il peut donc leur donner une destination, par l'organe des administrations compétentes.

*

* * .../...

Suivant l'article 30, alinéa 2, la confiscation des armes n'est que facultative "en cas d'infraction aux articles 6, 8 et 9 ou aux arrêtés qui en règlent l'exécution".

Suivant l'exposé des motifs, "la faculté donnée au juge de ne pas confisquer les armes et munitions dans ce cas ou de n'en confisquer qu'une partie, se justifie par la nécessité de laisser aux personnes agréées, dont l'agréation n'est pas révoquée, la possibilité de poursuivre leur activité économique".

Cette justification est critiquable. On se trouve, en l'espèce, dans un cas de condamnation du chef d'une infraction prévue par la présente loi et par **ses** arrêtés d'exécution qui, en vertu de l'article 7, § 1er, 2°, a, et § 3, entraîne la révocation de plein droit de l'agréation, si la condamnation est d'au moins trois mois, fût-ce avec sursis. Or, il résulte du texte de l'article 30, alinéa 2, que le juge pourra, en toute hypothèse, ordonner ou non la confiscation, même s'il y a eu révocation de plein droit.

Article 31 du projet.

Cet article soumet les sanctions prévues par le projet à toutes les dispositions du livre Ier du Code pénal, à l'exception de l'article 85 (circonstances atténuantes) qui ne peut plus être appliqué après une première condamnation à une peine effective d'emprisonnement correctionnel pour infraction à la loi dont il s'agit ou à la loi du 3 janvier 1933 sur les armes pour les condamnations prononcées avant la mise en vigueur de la loi à intervenir.

.../...

Il convient de remarquer que l'article 40 du projet confère au Roi le pouvoir de réaliser progressivement l'abrogation de la loi du 3 janvier 1933 et l'entrée en vigueur de la loi en projet.

Or, l'article 20 de la loi de 1933 prévoit que toutes les dispositions du livre Ier du Code pénal, sans aucune restriction, sont applicables aux infractions prévues par la loi.

Cette disposition est incompatible avec l'article 31 du projet. Les deux dispositions ne peuvent donc pas être en vigueur en même temps. Il conviendra, dès lors, d'harmoniser l'abrogation de l'article 20 précité avec l'entrée en vigueur de l'article 31 du projet.

*

* *

Il est proposé de remplacer les mots "peine effective" par les mots "peine non conditionnelle".

Article 32 du projet.

Il va de soi que cette disposition ne porte pas atteinte à l'inviolabilité du domicile consacrée par l'article 10 de la Constitution.

Article 33 du projet.

Dans le commentaire qu'il consacre à l'article 33 du projet, l'exposé des motifs rappelant qu'"en matière de chasse, le projet requiert la délivrance de deux permis distincts : le permis de chasse et le permis d'acquisition et de détention d'armes de chasse",

.../...

précise que "le second est tributaire du premier, mais il s'en distingue par une fiscalité spécifique et par des dispositions propres à chaque titulaire ... ".

Cette déclaration ne paraît pas conforme à la solution consacrée par le texte de l'article 16 du projet.

*

* *

Le § 3 soulève les observations suivantes.

Au a, l'énumération des dispositions à modifier ne paraît pas être complète. En effet, l'expression "permis de port d'arme de chasse" figure encore, notamment, à l'article 6bis de la loi de 1882.

Au b, il ne suffit pas de modifier l'intitulé de la loi du 30 juillet 1922 pour y substituer aux mots "permis de port d'armes de chasse" les mots "permis de chasse"; il faut aussi y remplacer la mention du droit de timbre par la mention de la "taxe", selon la terminologie employée par la loi du 30 juin 1967, le droit perçu étant une taxe assimilée au timbre, dans la législation actuelle.

Des corrections devraient être apportées aux articles 4 et 5 de la loi de 1922 pour tenir compte de la législation relative aux taxes assimilées au timbre.

Au d, il ne convient pas de donner au Code des taxes assimilées au timbre la date du 22 mars 1927, le Code ayant fait l'objet d'une nouvelle publication le 29 septembre 1938.

En ce qui concerne le § 4 de l'article 33, il y a discordance entre le texte français et le texte néerlandais.

Par ailleurs, il faudrait mieux préciser le sens de cette disposition qui paraît incompatible avec l'article 16, alinéa 2, du projet.

Article 35 du projet.

En ce qui concerne le "dépôt d'armes", le Conseil d'Etat rappelle l'observation formulée à propos de l'article 18. La même remarque doit être faite au sujet de l'article 38, 3°, du projet.

*

* *

L'article 35 dispose que, pour les frais d'administration et de contrôle, il est perçu au profit de l'Etat une "redevance" sur les demandes d'autorisation d'acquérir des armes et une "redevance annuelle"sur la détention d'une arme par des particuliers, le Roi étant chargé de fixer les taux et de déterminer les modalités de perception de ces "taxes".

L'exposé des motifs parle de redevances destinées à couvrir les frais de fonctionnement des services administratifs qu'il faudra créer, mais ajoute que "l'idée de soumettre la détention des armes à un impôt n'est pas neuve ... ".

.../...

On observera la diversité des termes employés : redevance, taxe, impôt. S'agit-il de taxes rémunératoires ou s'agit-il d'impôts ? Si les redevances envisagées participent de l'impôt, le taux devrait en être fixé par le législateur (article 110 de la Constitution) et non par le Roi.

Article 37 du projet.

Il serait plus logique de rédiger la finale de cet article comme suit : "... peuvent être agréées et continuer l'exercice de ce commerce après l'agréation".

Article 38 du projet.

Au 1°, le mot "provisoirement" est inutile et peut être omis.

Il résulte du 4° de cette disposition que, jusqu'à l'expiration du délai fixé par le Ministre de la Justice, aucune poursuite pénale ne pourra être exercée pour infraction à la loi du 3 janvier 1933. L'inaction du Ministre pourrait ainsi suspendre l'application de sanctions pénales.

Etant donné que c'est le Roi qui est chargé de faire entrer progressivement en vigueur la loi en projet, il conviendrait que ce soit lui aussi qui reçoive le pouvoir de fixer le délai dans lequel doit être faite la déclaration prévue par l'article 38,4°.

.../...

Article 39 du projet.

Cet article a été absorbé par l'article 1er du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Article 40 du projet.

Il est proposé de scinder cette disposition en deux articles rédigés comme suit :

"Article ...

La loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par les lois du 29 juillet 1934 et du 4 mai 1936, est abrogée.

Article ...

Le Roi fixe :

1° la date de l'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi;

2° la date à laquelle l'abrogation de chacune des dispositions de la loi du 3 janvier 1933 entre en vigueur.

La présente loi entrera en vigueur au plus tard ... mois après sa publication au Moniteur belge".

OBSERVATIONS FINALES.

Le Conseil d'Etat relève qu'il ne faut pas considérer l'énumération qui figure en tête de l'exposé des motifs comme constituant une liste de textes encore en vigueur. Ainsi, la déclaration du 23 mars 1728 a été abrogée par l'article 28 de la loi du 3 janvier 1933;

.../...

en revanche, l'énumération ne cite pas l'édit du 10 décembre 1547, en tant qu'il interdit de se rendre dans les dunes ou sur la plage avec des fusils ou des armes offensives, aussi longtemps que les objets échoués s'y trouvent.

*

* *

Eu égard à l'ampleur des questions à examiner, le Conseil d'Etat s'est abstenu, de manière générale, d'observations de pure forme destinées à améliorer la rédaction de certains articles du projet.

A N N E X E.

Texte proposé pour les cinq premiers articles du projet.

Article 1er.-

§ 1er. Tombent sous l'application de la présente loi :

1° les armes;

2° les munitions;

3° les activités économiques suivantes :

- la fabrication, le commerce, l'importation, l'exportation, le transit, le transport en vue de la vente, la distribution, l'offre en vente et la réparation ou la transformation pour autrui d'armes et de munitions;

4° les actes suivants accomplis par les particuliers :

- l'acquisition, la cession, la détention, le transport d'armes et de munitions et le port des armes.

§ 2. Pour l'application de la présente loi, sont réputées armes :

1° toutes les armes à feu;

2° les armes blanches qui sont propres à servir à l'armement de troupes;

3° les armes réputées armes de défense, de chasse ou de sport par les arrêtés royaux des 23 avril 1934, 11 août 1934, 26 décembre 1959 et 16 mars 1967;

4° les armes ou engins énumérés à l'article 3, § 1er, 2° à 6°;

5° les pièces détachées d'armes, les engins qui sont destinés à améliorer la visée des armes ou à atténuer le bruit de la déflagration et tous autres accessoires d'armes.

.../...

§ 3. Pour l'application de la présente loi, sont réputées munitions :

- les munitions destinées aux armes prévues au § 2 ainsi que les parties de ces munitions.

§ 4. Le Roi peut décider que des engins déterminés sont ou ne sont pas des armes, au sens de la présente loi.

§ 5. Le Roi peut soumettre à l'application de la présente loi des activités économiques ou des actes relatifs aux armes et munitions non visés au § 1er, 3° et 4°.

Article 2.-

§ 1er. Sous réserve des pouvoirs conférés au Roi par la présente loi, ne sont pas soumis aux dispositions de celle-ci :

1° les commandes d'armes ou de munitions par l'Etat et leur livraison à l'Etat;
2° les activités de la défense nationale et la détention ou le port des armes par les personnes qui sont chargées de ces activités;
3° la détention, le transport, le port, l'exhibition ou l'usage pendant le service ou à l'occasion du service par les agents de l'autorité ou de la force publique, des armes et munitions qui font partie de leur équipement;
4° les armes et munitions des musées de l'Etat, des provinces et des communes;
5° les collections, les panoplies et les armes qui leur sont destinées ainsi que les stands forains ou ambulants de tir et l'utilisation des armes et munitions qui y sont affectées;

.../...

6° les armes et munitions employées comme matériel didactique :

a) par les écoles de police;

b) par d'autres établissements autorisés par le Ministre de la Justice.

§ 2. Le Roi peut :

1° soumettre à un régime particulier les activités économiques visées à l'article 1er, § 1er, 3°, relatives aux armes et munitions qui servent à l'armement des forces armées;

2° soumettre à l'application des dispositions de la présente loi qu'il détermine ou à une réglementation particulière, les collections, les panoplies, les armes qui leur sont destinées et l'activité des stands forains ou ambulants de tir ainsi que l'utilisation des armes et munitions qui leur sont affectées.

§ 3. Le Roi peut, pour l'application du § 1er :

1° ranger certaines activités parmi les activités de la défense nationale;

2° assimiler certaines personnes aux agents de l'autorité ou de la force publique;

3° déterminer les institutions ou organismes qui sont des musées de l'Etat, des provinces et des communes ou qui y sont assimilés.

Article 3.-

§ 1er. Sont prohibés :

1° les armes qui ont l'aspect d'un autre objet qu'une arme et celles qui sont transformées de manière à en dissimuler le transport ou le port ou à en accroître l'effet offensif;

.../...

2° les armes blanches en forme de poignard, à l'exclusion des couteaux de chasse, et les baïonnettes, stylets, couteaux à lancer ou à cran d'arrêt;

3° les coups de poing, casse-tête et matraques;

4° les fusils dont la crosse ou le canon se démonte en plusieurs tronçons et les fusils pliants;

5° les armes ou engins destinés à porter atteinte à l'intégrité physique des personnes au moyen de substances lacrymogènes, toxiques, asphyxiantes, inhibitives, inflammables ou de substances similaires;

6° les armes ou engins destinés à porter atteinte à l'intégrité physique des personnes par explosion ou dégagement de substances lacrymogènes, toxiques, asphyxiantes, inhibitives, inflammables ou de substances similaires;

7° les munitions qui dégagent des substances lacrymogènes, toxiques, asphyxiantes, inhibitives, inflammables ou autres substances similaires à l'exception des cartouches à substances inhibitives destinées aux revolvers, pistolets et armes de chasse.

§ 2. Le Roi peut insérer des armes ou munitions dans la catégorie des armes et munitions prohibées.

Article 4.-

Le Ministre de la Justice peut compléter ou préciser la description de toutes les armes et munitions et notamment de celles qui sont prohibées en vertu de l'article 3, § 1er, et de celles que le Roi insère dans cette catégorie en exécution de l'article 3, § 2.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Behalve de beschrijving van de verboden wapens in artikel 3 bevat het ontwerp geen definitie van de wapens waarop het toepasselijk zal zijn.

Artikel 1 werkt met het woord "wapens", doch noemt er geen, terwijl artikel 39 een aantal definities geeft, maar dan alleen bij wijze van voorbeeld, zoals blijkt uit het "onder meer".

Op dat punt wijzigt het ontwerp grondig de bestaande wettelijke regeling, die bepaalt welke wapens onder een reglementering vallen, ze rangschikt, aangeeft wat tot de categorie van de verboden wapens, de oorlogswapens of de verweerwapens moet worden gerekend, en de Koning bevoegd verklaart om wapens van twijfelachtig model te rangschikken.

De wet van 3 januari 1933 geeft weliswaar geen definitie van jacht- en sportwapens - op de bepaling na dat dit de wapens zijn die tot geen van eerdervermelde categorieën behoren -, maar op te merken valt dat alleen voor het dragen van die jacht- en sportwapens verbodsbepalingen gelden.

Doordat het ontwerp niet alleen voor het verkrijgen en het dragen maar ook voor het gewoon voorhanden hebben van wapens een machtiging eist, en op het niet bezitten van zulk een machtiging straf stelt, kan het tot rechtsonzekerheid leiden, mede wegens de vaagheid van de bewoordingen waarin wordt gezegd wat wapens in de zin van de wet zijn.

Wil men die onzekerheid wegnemen en particulieren de kans geven zich een voldoende duidelijk beeld te vormen van hun verplichtingen, dan zullen structuur en inhoud van de eerste artikelen van het ontwerp moeten worden gewijzigd; dat kan meteen de aanleiding zijn tot een logischer ordening van de bepalingen.

Artikel 1 kan dan in een § 1 bepalen wat onder de toepassing van de wet valt, maar zonder over wapens en munitie in bijzonderheden te treden.

Aan die bijzonderheden wijde men voor de wapens een § 2, voor de munitie een § 3. In § 2 is onder meer op zijn plaats de nu beperkend geworden inhoud van artikel 39, en ook een verwijzing naar de in § 3 te geven opsomming van de verboden wapens.

De §§ 4 en 5 van artikel 1 ten slotte kunnen 's Konings bevoegdheid inzake wapens en munitie bepalen.

In artikel 2 bepale men wat niet onder de voorzieningen van de wet valt, waarop dan een omschrijving kan volgen van 's Konings bevoegdheid in de zaken die onder dit artikel vallen.

Stof voor artikel 3 is een opsomming van de verboden wapens en munitie en een omschrijving van 's Konings bevoegdheid op dat gebied.

Bij dit advies is de tekst gevoegd welke de Raad ter vervanging van de eerste vijf ontwerp-artikelen voorstelt. Wordt die tekst aangenomen, dan moeten de volgende artikelen, alsook de verwijzingen binnenin, uiteraard worden vernummerd.

.../...

Verderop worden hier aan de eerste artikelen van het ontwerp nog enkele bijzondere opmerkingen gewijd.

II.

In de commentaar omtrent de terugslag van het ontwerp op het jachtrecht zegt de memorie van toelichting onder meer :

> "De wet van 28 februari 1882 en de besluiten tot uitvoering daarvan maken de jacht ondergeschikt aan zekere voorwaarden en formaliteiten. Iedere persoon die zich aan die bepalingen onderwerpt kan daardoor het recht om wild te jagen inroepen. Het zou dan ook onvoorstelbaar zijn dat men hem het gebruik van de nodige wapens ontzegt. Dat is de draagwijdte van de bepaling van artikel 16 van het ontwerp".

De tekst vervolgt :

> "Men merkt zonder moeite dat het ontwerp aan de bestaande toestand niets verandert : zoals thans het geval is, zal iedere als eerbaar bekend staande persoon een jachtvergunning verkrijgen en door dat feit zelf, zal hij gemachtigd zijn om zo veel wapens als hem goeddunkt te verwervan, in zijn bezit te hebben en te dragen, met dien verstande dat hij er het goed gebruik moet van rechtvaardigen en waarborgen (artikelen 13, 18 en 26)".

Dat alles is niet terug te vinden in artikel 16 van het ontwerp.

Het ærste lid van dat artikel stelt alleen maar dat het verkrijgen, het afstaan en het voorhanden hebben van voor de jacht bestemde wapens en munitie onder dezelfde machtigingsregeling valt als in het algemeen voor de wapens is vastgesteld in de artikelen 10 en 15 van het ontwerp, waarnaar het eerste lid uitdrukkelijk verwijst.

.../...

Die opmerking geldt ook voor het vierde lid.

Het tweede lid bepaalt dat de houder van een "jachtbrief" (lees "jachtverlof", overeenkomstig artikel 33, § 3, van het ontwerp en overeenkomstig artikel 14 van de jachtwet van 28 februari 1882, vastgesteld bij de wet van 30 juni 1967) en de houder van een "jachtvergunning" de in artikel 16, eerste lid, bedoelde wapens mogen dragen om te jagen. Krachtens dat tweede lid is het niet alleen zo dat die wapens en de daarvoor bestemde munitie slechts om een wettige reden mogen worden vervoerd, zoals artikel 13 van de wet van 3 januari 1933 voor het dragen van jacht- en sportwapens voorschrijft, maar ook dat dit vervoer alleen door houders van een jachtverlof of een jachtvergunning mag worden verricht.

Artikel 16 brengt dus belangrijke wijzigingen aan in het jachtrecht :

1° voor het verkrijgen of voorhanden hebben van de wapens die nodig zijn om dat recht uit te oefenen, zal een van het jachtverlof te onderscheiden voorafgaande machtiging vereist zijn;

2° alleen houders van een jachtverlof of van een jachtvergunning zullen een jachtwapen mogen dragen en vervoeren.

Op te merken valt, dat de verklaring in de memorie van toelichting volgens welke "iedere als eerbaar bekend staande persoon een jachtvergunning zal verkrijgen en door dat feit zelf gemachtigd zal zijn om zo veel wapens als hem goeddunkt te verwerven, in zijn bezit te hebben en te dragen" niet overeenstemt met de ontworpen regeling; zal de machtiging om een wapen te verkrijgen of voorhanden te hebben immers, evengoed als het jachtverlof, worden verleend door

.../...

de arrondissementscommissaris, dat zal alleen kunnen gebeuren op eensluidend advies van de procureur des Konings; en, zoals de memorie duidelijk stelt, de vergunning en de machtiging zijn twee onderscheiden stukken.

In nog sterkere mate wijzigt het ontwerp het jachtrecht ten aanzien van hen die dat recht thans zonder jachtverlof mogen uitoefenen, onder meer op grond van artikel 6, tweede lid, van de wet van 28 februari 1882, krachtens hetwelk "de eigenaar of de bezitter te allen tijde zonder jachtverlof mag jagen of doen jagen in zijn bezittingen die grenzen aan zijn woning en omringd zijn met een doorlopende afsluiting die elk verkeer met de naburige erven en elke doorgang van wild verhindert".

Die personen zullen voortaan niet alleen een machtiging moeten hebben om een wapen te verkrijgen of voorhanden te hebben, zij zullen bovendien een jachtverlof moeten verkrijgen om dat wapen te mogen dragen en vervoeren.

Volgens de interpretatie die hiervoren aan artikel 16 van het ontwerp is gegeven, zou artikel 6 van de wet van 28 februari 1882 stilzwijgend opgeheven worden voor zover het de eigenaar toestaat zonder verlof met een wapen in zijn bezittingen te jagen, maar op grond van beide bepalingen zou die eigenaar nog mogen schieten vanuit een raam van zijn woning. Deze laatste oplossing lijkt te beantwoorden aan de definitie welke de memorie van toelichting aan "het dragen van wapens" geeft.

Mocht het in de bedoeling van de wetgever liggen artikel 6 van de wet van 28 februari 1882 op te heffen, dan zou hij dat met het oog op de rechtszekerheid uitdrukkelijk moeten doen.

.../...

Het vierde lid van artikel 16, al bepaalt het dat "de verdelging van wilde en schadelijke dieren wordt geregeld door bijzondere bepalingen dienaangaande", wijzigt toch de desbetreffende wetgeving, want het eist voor het verkrijgen, afstaan en voorhanden hebben van wapens een machtiging welke wordt verleend overeenkomstig de artikelen 10 tot 15, en voor het vervoeren en dragen van de nodige wapens en munitie een jachtverlof of een jachtvergunning.

Wanneer de Minister van Landbouw bevindt dat de aanwezigheid van een te groot aantal konijnen, houtduiven of everzwijnen schadelijk is voor de voortbrengsels van de aarde en, overeenkomstig artikel 7ter van de wet van 28 februari 1882, toestaat of beveelt die te verdelgen, zullen die beslissingen eerst uitgevoerd kunnen worden nadat zij, die tot verdelgen gemachtigd of gehouden zijn, op eensluidend advies van de procureur des Konings een persoonlijke machtiging van de arrondissementscommissaris hebben verkregen, en in het bezit zijn gekomen van een jachtverlof of een jachtvergunning.

*

* *

De overeenstemming van het ontwerp met de jachtwet roept nog andere vragen op.

Artikel 14 van de wet van 28 februari 1882 bepaalt :

> "Hij die jagend wordt aangetroffen en geen jachtverlof kan overleggen, wordt gestraft met geldboete van honderd frank.

.../...

Met dezelfde straf wordt gestraft hij die met een hazewind jaagt zonder voorzien te zijn van een bijzonder jachtverlof, waarvan de prijs gelijk is aan die van het gewone jachtverlof.

Het gewone jachtverlof en het bijzondere jachtverlof vereist om met een hazewind te jagen zijn persoonlijk; zij zijn maar geldig voor één jaar, te rekenen van 1 juli.

....".

Volgens rechtsleer en rechtspraak hoeft alleen een jachtverlof te bezitten hij die jaagt met een vuurwapen (NOVELLES, La chasse, nr. 53; BRAAS, Législation sur la chasse, nr. 167) of met een jachtwapen in de gewone betekenis (SCHUIND, Traité pratique de droit criminel, deel 1, blz. 417).

Deze interpretatie vindt een bevestiging in de wetsbepalingen tot regeling van de jacht met andere middelen (zie de artikelen 7, 9 en 14, tweede lid).

Nu artikel 33 van het ontwerp de woorden "permis de port d'armes de chasse" en de overeenkomstige Nederlandse tekst onderscheidenlijk vervangt door de woorden "permis de chasse" en "jachtverlof", zou artikel 14, eerste lid, van de wet van 28 februari 1882 zo kunnen worden geïnterpreteerd dat voor het jagen, met welk tuig ook, een jachtverlof vereist is.

In ieder geval zou de redactie van eerdervermeld artikel 14 moeten worden aangepast met inachtneming van de voorgenomen wijziging.

.../...

Wanneer de artikelen 16, tweede lid, en 28 van de ontwerp-wet straf stellen op het misdrijf, dat degene begaat die een jachtwapen draagt zonder een jachtverlof te bezitten, dan gaat daarin op het misdrijf, dat strafbaar gesteld is door artikel 14, eerste lid, van de wet van 28 februari 1882, en waaraan nu door het ontwerp veel strengere straffen worden verbonden. Volgens een vaste interpretatie is die bepaling immers alleen van toepassing op degene die gejaagd heeft met een jachtwapen in de gewone betekenis. Het dragen van een jachtwapen zonder bezit van jachtverlof, wat voldoende is opdat toepassing kan worden gemaakt van de strafbepalingen van de ontwerp-wet, is dan ook een van de bestanddelen van het jachtmisdrijf, omschreven in artikel 14, eerste lid, van de wet van 28 februari 1882.

Het past niet in de wet van 28 februari 1882 een strafbaar feit te behouden dat krachtens artikel 65 van het Strafwetboek automatisch zal opgaan in de misdrijven die strafbaar worden gesteld door de ontwerp-wet en waarvoor de rechter een veel strengere straf zal kunnen opleggen.

Bij het in overeenstemming brengen van beide bepalingen moet echter rekening worden gehouden met het laatste lid van eerdervermeld artikel 14. De veroordeling tot het betalen van de ontdoken taxe is geen straf; zij kan worden uitgesproken samen met de veroordeling tot de strengste straf, namelijk die van de ontwerp-wet (zie onder meer : SCHUIND, Traité pratique de droit criminel, deel 1, blz. 128). Wil de wetgever die veroordeling handhaven, dan moet, als artikel 14, eerste lid, van de wet van 28 februari 1882 uitdrukkelijk wordt opgeheven, de veroordeling tot de fiscale geldboete gekoppeld worden aan de bestraffing van het misdrijf, omschreven in de artikelen 16, tweede lid, en 28 van de ontwerp-wet.

*

* *

.../...

De artikelen 6 en 7 van het koninklijk besluit van 1 maart 1956 betreffende de afgifte van jachtverloven, jachtvergunningen en verloven voor vogelvangst bepalen onder welke voorwaarden de arrondissementscommissaris het jachtverlof moet of kan weigeren. Artikel 8 van dat besluit regelt het beroep tegen de weigeringsbeslissingen en bepaalt de nadere regelen voor het instellen van dat beroep; in sommige gevallen moet dit bij de provinciegouverneur, in andere bij de Minister van Landbouw worden ingesteld.

De artikelen 12 en 13 van het ontwerp, die van toepassing zijn op alle wapens, waaronder jachtwapens (artikel 16, eerste lid), bepalen onder welke voorwaarden de in artikel 10 bedoelde machtigingen moeten of kunnen worden geweigerd. Artikel 14 voegt eraan toe dat machtiging enkel wordt verleend op eensluidend advies van de procureur des Konings. Artikel 15 regelt het beroep bij de rechtbank van eerste aanleg tegen de beslissing van de arrondissementscommissaris die de machtiging weigert.

Uit dit alles volgt dat de eisen, enerzijds voor het verkrijgen en het voorhanden hebben van een wapen, anderzijds voor de afgifte van het jachtverlof, niet dezelfde zijn in het ontwerp en in het koninklijk besluit van 1 maart 1956. Hetzelfde verschil bestaat ook voor het beroep tegen de weigeringsbeslissingen.

Die verschillen kunnen moeilijkheden opleveren en zouden ongedaan gemaakt moeten worden.

.../...

III.

De passus in de memorie van toelichting betreffende de artikelen 20 en 27 verwart twee begrippen : het eigendomsrecht op het wapen en de administratieve eisen in verband met het voorhanden hebben van het wapen.

In tegenstelling tot hetgeen in de commentaar op artikel 27 is gezegd, treft artikel 20 van het ontwerp geen regeling inzake eigendom van gevonden en door legaat of door erfenis verkregen wapens en munitie, maar onderwerpt het degene die ofwel bij toeval (artikel 20, § 1), ofwel door erfopvolging (artikel 20, § 2) in het bezit komt van een wapen, aan soortgelijke administratieve voorwaarden als gelden voor degene die een wapen voorhanden heeft op de dag waarop de wet in werking treedt.

Voor degene die bij toeval een wapen vindt (artikel 20, § 1), is het eigendomsrecht noch door die bepaling noch door enige wettekst geregeld. Uit artikel 505 van het Strafwetboek, dat straf stelt op het bedrieglijk verbergen, is evenwel afgeleid dat hij die een roerende zaak vindt, zich deze niet mag toeëigenen maar aangifte moet doen bij een politieoverheid opdat degene die het voorwerp verloren heeft, het kan opeisen. Zolang het voorwerp niet opgeëist is, heeft de vinder het recht het te behouden. Het wordt zijn eigendom als de oorspronkelijke eigenaar het niet binnen de verjaringstermijn opeist (zie DE PAGE, deel VI, nr. 36).

.../...

De aangifte bedoeld in artikel 20, § 1, van het ontwerp heeft een andere strekking : zij is gewettigd door het gevaarlijk karakter van het gevonden voorwerp. In de praktijk zal die aangifte ook tot gevolg hebben dat de vinder niet wordt vervolgd op grond van artikel 505 van het Strafwetboek. De combinatie van de artikelen 20, § 1, en 27, zoals die in de eerste bepaling is bedoeld, sluit daarentegen, ten onrechte, een oplossing uit, namelijk dat de vinder aan de arrondissementscommissaris toelating vraagt om het wapen dat hij bij toeval in zijn bezit heeft gekregen, te behouden. Naar blijkt uit de hierna volgende passus uit de memorie van toelichting, lijkt die mogelijkheid overigens niet uitgesloten te zijn :

> "Hij die een wapen of munitie vindt of bij toeval in het bezit ervan komt, moet de overheid hiervan verwittigen en daar uiterlijk de volgende dag, die tuigen afgeven. Betrokkene behoort geen machtiging te krijgen om ze te bewaren, vermits hij er a priori geen eigenaar van is, maar niets verzet er zich tegen dat hij om een van de bij de artikelen 10 tot 18 van het ontwerp bepaalde machtigingen verzoekt, in de vormen en onder de voorwaarden die bij die bepalingen zijn gesteld".

De tekst van de artikelen 20, § 1, en 27 is niet in overeenstemming met wat gezegd wordt in de laatste volzin van deze passus, die overigens een contradictie bevat.

Het ware logisch een gelijke oplossing uit te werken voor de twee volgende toestanden :

.../...

1° het wapen of de munitie is gevonden of bij toeval in iemands bezit geraakt (artikel 20, § 1);

2° het wapen of de munitie is door erfopvolging verkregen (artikel 20, § 2).

In beide gevallen moet de betrokkene machtiging kunnen vragen om het wapen te behouden; in die mogelijkheid voorziet het ontwerp alleen voor het tweede geval (artikel 20, § 2, laatste lid).

Wordt de machtiging niet verleend, dan verkeert de vinder, de erfgenaam of de legataris in een soortgelijke toestand als geregeld is in artikel 27 (intrekking van machtiging).

Nog een andere toestand kan zich voordoen : iemand die tot de inwerkingtreding van de wet op regelmatige wijze een wapen in zijn bezit heeft gehouden omdat geen machtiging vereist was, ziet zijn aanvraag verworpen. Deze overgangstoestand die,met name als het om jachtwapens gaat, vrij veelvuldig kan voorkomen, is niet uitdrukkelijk geregeld in artikel 27, waarin sprake is van "intrekking" van machtiging. De overgangsbepalingen van artikel 38 zouden in dat opzicht moeten worden aangevuld.

Hoe kunnen al die toestanden nu worden geregeld ?

.../...

In artikel 27 van het ontwerp zijn twee bestanddelen te onderscheiden :

a) de eerste volzin voorziet in een administratieve veiligheidsmaatregel : afgifte van de wapens of munitie aan een politieoverheid. Tegen die maatregel is geen bezwaar : hij doet geen afbreuk aan eigendomsrechten;

b) het tweede gedeelte van de tweede volzin verleent aan de arrondissementscommissaris echter bevoegdheden die als overdreven moeten worden beschouwd.

Allereerst wekt het verbazing dat het ontwerp tegen de beslissing welke de arrondissementscommissaris krachtens artikel 27 neemt, geen beroep openstelt zoals artikel 15 er een organiseert met betrekking tot de beslissingen genomen overeenkomstig de artikelen 11, 13 en 14, te meer daar de memorie van toelichting de toewijzing van dat beroep aan de burgerlijke rechtbank hierdoor wettigt, dat het recht om een wapen te bezitten een burgerlijk recht is, in de zin van artikel 92 van de Grondwet.

Kan worden betwijfeld of het recht om een wapen te bezitten een burgerlijk recht is, onbetwistbaar is, dat de beslissing die de arrondissementscommissaris op grond van artikel 27 mocht nemen, een burgerlijk recht, namelijk het eigendomsrecht op het wapen raakt.

.../...

Acht de wetgever een zaak gevaarlijk, dan kan hij de eigenaar verhinderen die zaak metterdaad onder zich te hebben of er gebruik van te maken zonder de vereiste machtiging. Als het wapen aan een derde is toevertrouwd, heeft de eigenaar het recht het te verkopen of te schenken aan eenieder die een machtiging om het te verkrijgen heeft bekomen overeenkomstig de artikelen 10 en volgende van het ontwerp. De geldigheid van een zodanige eigendomsoverdracht mag niet afhangen van de machtiging zelf en nog minder van het bevel van de arrondissementscommissaris om uit de hand te verkopen. Ten slotte kan de Staat de openbare verkoping van de aldus afgegeven wapens organiseren, mits de eigenaar zich vooraf akkoord verklaart.

Verder stelt de Raad voor artikel 27 een tekst voor, waarin rekening wordt gehouden met deze en met andere, bij dat artikel te maken bijzondere opmerkingen.

IV.

Begrippen als het "voorhanden hebben", "dragen" en "vervoeren" van wapens moeten worden omschreven, niet alleen in de memorie van toelichting maar ook in de tekst zelf.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1, § 2, 4°, van de door de Raad voorgestelde tekst.

In de beperkende opsomming van wat wapens zijn in de zin van het ontwerp, onder artikel 1, § 2, voorgestelde tekst, wordt niet verwezen naar artikel 3, § 1, 1°, van datzelfde tekstvoorstel, waar immers met "wapens" tuigen worden bedoeld die wapens zijn in de zin van genoemd artikel 1, § 2.

Als artikel 3, § 1, 1°, opgenomen werd in de opsomming onder dat artikel 1, § 2, dan zou het te definiëren voorwerp (wapens die door de in artikel 3, § 1, 1°, beschreven omstandigheden verboden wapens worden) behoren tot de definitie die ervan gegeven is. Aangezien die tuigen, om tot de categorie van de verboden wapens te behoren, wapens moeten zijn in de zin van artikel 1, § 2, voorgestelde tekst, vallen zij noodzakelijkerwijs onder een van de categorieën van die bepaling. Deze bevat dan ook een volledige lijst van de wapens die onder de ontwerp-wet vallen.

Artikel 2, § 1, van het ontwerp (zoals ook in de voorgestelde tekst).

Aan de toepassing van de ontwerp-wet worden onttrokken de wapenverzamelingen, de wapenborden en de daarvoor bestemde wapens.

Uit die bepaling, in verband gebracht met artikel 5°, van het ontwerp (artikel 2, § 2, 2°, voorgestelde teks' volgt dat de bepalingen van de wet niet op die categorieën van toepassing zullen zijn zolang de Koning ze niet toepas lijk heeft verklaard.

.../

Op te merken valt dat de aan de Koning opgedragen bevoegdheid onbepaald is, aangezien niet gezegd wordt wat onder wapenverzameling en wapenbord wordt verstaan.

Het is zaak van de wetgever te oordelen of deze aangelegenheid geheel bij verordening zal worden geregeld.

*
* *

In artikel 2, § 1, bepaalt het ontwerp dat niet onder de toepassing van deze wet vallen :

"1° bestellingen van wapens of van munitie door de Staat of de levering ervan aan de Staat ;

...

...

5° de wapenverzamelingen, de wapenborden en de daarvoor bestemde wapens, de rondreizende en kermisschiettenten en de daar in gebruik zijnde wapens en munitie...".

Die stof is geregeld in artikel 4, 1° en 5°, van het ontwerp, krachtens hetwelk de Koning bijzondere regels kan stellen voor economische activiteiten in verband met wapens en munitie die dienen tot bewapening van de gewapende macht, en de wapens en munitie bedoeld in artikel 2, § 1, 5°, onder de toepassing van de door hem aan te wijzen bepalingen van deze wet of van een bijzondere regeling kan brengen.

Ter wille van de overeenstemming zou in artikel 2, § 1, een voorbehoud moeten worden gemaakt betreffende de bevoegdheid welke het ontwerp aan de Koning opdraagt. Dat is gedaan in artikel 2, § 1, van de voorgestelde tekst.

.../...

Artikel 6 van het ontwerp.

Ten einde rekening te houden met artikel 4, 4°, van het ontwerp, zou het eerste lid van artikel 6 als volgt moeten worden geredigeerd :

"De economische activiteiten bedoeld in artikel (1, 3°, ontwerp ; 1, § 1, 3°, voorgestelde tekst) of in de besluiten tot uitvoering van artikel (4,4°, ontwerp ; 1, § 5, voorgestelde tekst) mogen alleen worden uitgeoefend door de natuurlijke personen of de rechtspersonen die erkend zijn door de Minister tot wiens bevoegdheid de economische zaken behoren".

*
* *

Aan het slot van het tweede lid leze men :
"... waarom ervan wordt afgeweken".

Artikel 7 van het ontwerp.

Luidens § 3 wordt de erkenning van rechtspersonen van rechtswege ingetrokken "indien de veroordeelde of geïnterneerde beheerder, commissaris of aangestelde voor het beheer of het bestuur van de rechtspersoon, niet na het verstrijken van een termijn van twee maanden werkelijk opgehouden heeft in zijn dienst enige werkzaamheid uit te oefenen".

De kans bestaat dat de rechtspersoon, als hem geen kennis wordt gegeven van de veroordeling, er onkundig van blijft dat een van zijn beheerders veroordeeld is. In zodanige kennisgeving zou moeten worden voorzien.

In § 4 moet worden verduidelijkt dat het gaat om de raadkamer "van de correctionele rechtbank".

.../...

Artikel 8 van het ontwerp.

De memorie van toelichting, die zegt dat verboden wapens en munitie in geen geval aan particulieren verkocht mogen worden, is in tegenspraak met artikel 8, dat een uitzondering maakt voor verkoop met het oog op uitvoer.

Onder 1° van artikel 8 wordt verkeerdelijk verwezen naar artikel 5. Dit machtigt de Minister immers om de beschrijving van wapens en munitie aan te vullen of te verduidelijken. Tenzij wordt aangenomen dat de bevoegdheid welke het ontwerp aan de Minister wil verlenen even ver reikt als die welke artikel 4, 3°, aan de Koning opdraagt, zal een wapen of munitie niet verboden zijn op grond van artikel 5.

De verwijzing naar artikel 5 moet vervallen.

Dezelfde wijziging brenge men ook aan in artikel 12, 1°.

Artikel 11 van het ontwerp.

Artikel 11 bepaalt dat, wanneer iemand een wapen verkrijgt binnen de geldigheidsduur van de hem verleende machtiging om het te verkrijgen, die machtiging tevens de machtiging inhoudt om het voorhanden te hebben, maar daaruit kan niet met zekerheid worden afgeleid of de houder op grond van diezelfde machtiging zijn wapen zal mogen vervoeren, dan wel of hij daarvoor vooraf een afzonderlijke machtiging moet krijgen.

.../...

Waar het ontwerp in artikel 1 bepaalt welke handelingen van particulieren onder toepassing van de wet vallen, maakt het een onderscheid tussen : het verkrijgen, afstaan, voorhanden hebben, vervoeren en dragen van wapens.

Dat onderscheid wordt ook gemaakt in artikel 10 bij de opsomming van de handelingen van particulieren die niet in het bezit zijn van de vereiste machtigingen, en in artikel 11, vierde lid.

In de commentaar op het onderscheid tussen het dragen en het vervoeren van wapens, zegt de memorie van toelichting dat "het vervoeren van een wapen inhoudt dat men het tuig verplaatst van een plaats naar een andere, zonder de bedoeling zich ervan te bedienen tijdens die verplaatsing".

De memorie zegt nog dat "het opzettelijke element eigen aan het dragen of vervoeren van wapens natuurlijk dient te blijken uit omstandigheden, die aan het oordeel van de feitenrechter worden overgelaten".

Uit de bepalingen en uit de commentaar moet worden geconcludeerd dat hij die gemachtigd is om een wapen voorhanden te hebben, het niet mag vervoeren indien hij daarvoor niet ook een machtiging heeft verkregen ; dat zal onder meer het geval zijn als hij een andere verblijfplaats kiest. Maar ook moet worden opgemerkt dat hij het wapen tot welks verkrijging hij gemachtigd werd, niet zal mogen vervoeren van bij de wapenhandelaar tot aan zijn woning, en het dus niet van rechtswege voorhanden zal mogen hebben, zoals bepaald is in artikel 11, derde lid, van het ontwerp.

.../...

De tekst zou op dat punt verduidelijkt moeten worden.

*
* *

Het slot van het eerste lid van artikel 11 zou als volgt moeten worden geredigeerd : "... door de arrondissementscommissaris van Brussel, tenzij hij verblijft in een aan België grenzende plaats ; in dat geval wordt de machtiging verleend door de commissaris van het dichtstbijgelegen arrondissement".

Voor de terugzending van de niet gebruikte machtiging aan de arrondissementscommissaris zou het derde lid van artikel 11 een termijn moeten bepalen, die ingaat bij het verstrijken van de termijn van twee maanden gedurende welke de machtiging geldig is.

Artikel 12 van het ontwerp.

Onder 4° handelt dit artikel over de onbekwaamverklaarden. Artikel 12 zou moeten worden aangevuld met een bepaling betreffende de personen die in een krankzinnigengesticht geplaatst of ten huize afgezonderd zijn. Eventueel zal het ontwerp ook rekening moeten houden met het thans bij het Parlement ingediende ontwerp van wet betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke (Gedr. St., Senaat, zitting 1968-1969, nr. 253).

.../...

Artikel 15 van het ontwerp.

Luidens dit artikel kan de "verzoeker", indien de beslissing van de arrondissementscommissaris tot weigering van de machtiging genomen is met toepassing van de artikelen 11, 13 en 14, daartegen opkomen voor de rechtbank van eerste aanleg.

Er is geen enkele reden om artikel 12 hierbij uit te sluiten. Verkeerde toepassing van artikel 12 kan inderdaad aanleiding geven tot betwistingen die een beroep wettigen.

Opdat het in artikel 15 bedoelde beroep gemakkelijker kan worden ingesteld, zou dat artikel moeten voorschrijven dat de weigering van de machtiging met redenen omkleed moet worden.

*
* *

Oordeelt de Regering dat het vonnis dat het beroep gegrond verklaart, als machtiging kan gelden, dan zou dat met zoveel woorden in de tekst moeten worden gezegd.

*
* *

Terwijl artikel 15 beroep bij de rechtbank van eerste aanleg openstelt tegen de beslissing waarbij de arrondissementscommissaris een machtiging aan een particulier weigert, staat geen beroep over de zaak zelf open tegen de beslissing van de Minister van Economische Zaken die erkenning weigert aan een persoon die de in het ontwerp bedoelde economische activiteiten uitoefent. Tegen die beslissing zal dus alleen naar gemeenrecht beroep kunnen worden ingesteld bij de Raad van State.

.../...

Het is niet duidelijk waarom er een discriminatie wordt gemaakt tussen de beslissing tot weigering van de machtiging en de beslissing tot weigering van de erkenning, vooral daar de laatste veel ergere gevolgen kan hebben dan de eerste.

Evengoed als de weigering van de machtiging zou ook de weigering van erkenning met redenen omkleed moeten worden. Bovendien zou beroep mogelijk moeten zijn tegen deze laatste beslissing, die ook bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de verzoeker wordt gebracht, zoals de weigering van de machtiging (artikel 15).

Artikel 16 van het ontwerp.

Bij dit artikel is reeds de algemene opmerking II gemaakt. In verband met het eerste lid nog het volgende :

Naar is medegedeeld, zou deze bepaling hierdoor gewettigd zijn, dat zij een particulier toestaat verscheidene jachtwapens te verkrijgen, af te staan of voorhanden te hebben, terwijl voor de andere wapens in beginsel slechts een machtiging zou worden verleend voor één tuig per persoon.

Bedoelt de Regering het zo , dan moet dit met zoveel woorden in het ontwerp worden gezegd.

Artikel 17 van het ontwerp.

In de Franse tekst zou § 1 als volgt moeten beginnen :

"Il est interdit aux particuliers de pratiquer le sport du tir, à domicile, ...".

*
* *

.../...

Het tweede lid van § 1 bepaalt dat voor de beoefening van de schietsport vereist is dat de particulieren lid zijn van een vereniging die door de arrondissementscommissaris gemachtigd is ; luidens § 2, 1°, bepaalt de Minister van Justitie de regels voor de organisatie van de in § 1 bedoelde verenigingen en voor hun erkenning door een nationale federatie.

Geheel toevallig is hier voor het eerst sprake van een erkenning van de verenigingen door een federatie. In verband met de structuur en de organisatie van die federatie bevat de tekst geen enkele bepaling.

Artikel 18 van het ontwerp.

Dit artikel kan als overbodig vervallen.

In de regeling van het ontwerp is een machtiging vereist voor elk wapen dat men voorhanden heeft en moet een eigen bewijs van inschrijving overal en altijd bij het wapen blijven (artikel 21).

Een "opslagplaats van wapens" - waarvoor het ontwerp overigens geen definitie geeft - kan niet anders zijn dan het totale aantal wapens, voor elk waarvan een machtiging vereist is. Er is dan ook geen grond om een bijzondere machtiging te eisen voor de opslagplaats, dit is voor een verzameling van wapens die elk voor zich het onderwerp van een machtiging zijn geweest.

.../...

Artikel 20 van het ontwerp.

Buiten hetgeen over dit artikel reeds gezegd is in de algemene opmerking III, moet nog het volgende worden opgemerkt :

Luidens § 1 van deze bepaling moet hij die een wapen of munitie vindt of bij toeval in zijn bezit krijgt, daarvan aangifte doen bij de politieoverheid daags nadat zij hem in handen zijn gekomen.

Dat is wel een ongewoon korte tijd, vooral voor het platteland.

Volgens § 2 van artikel 20 wordt de in § 1 bepaalde termijn van aangifte op een maand gebracht als "het bezit van het wapen het gevolg is van erfopvolging of legaat".

Wanneer gaat die termijn in ?

Een vergelijking van § 2 met § 1 lijkt uit te wijzen dat de termijn van één dag vanaf het tijdstip waarop de vinder het wapen in handen heeft gekregen (§1), voor de erfgenaam wordt gebracht op een maand vanaf het tijdstip waarop hij het wapen in handen heeft gekregen, dat is opnieuw het tijdstip waarop het voor de dag is gekomen.

Als dat inderdaad zo is, rijst de vraag waarom de erfgenaam over een veel langere termijn beschikt dan de vinder.

De interpretatie die kan worden afgeleid uit de tekst van de §§ 1 en 2 wordt echter tegengesproken door de memorie van toelichting, die zegt :

.../...

"Het ontwerp regelt de toestand van de erfgenaam of van de legataris die wapens of munitie ontvangt, op een andere wijze. Daar het kan gebeuren dat die tuigen niet onmiddellijk worden ontdekt, beschikt de belanghebbende voor de aangifte over een termijn van één maand ...".

Deze uitleg impliceert dat die termijn, anders dan in § 2 gesteld lijkt te zijn, niet ingaat op het tijdstip waarop de erfgenaam de ontdekking doet.

Wanneer gaat de termijn dan in voor de erfgenaam ? Is het bij het overlijden, dan moet dat uitdrukkelijk worden gezegd.

De teksten zijn, hoe dan ook, dubbelzinnig. Verduidelijking is hier nodig, zowel ten aanzien van de vinder als van de erfgenaam. De termijn van aangifte zou moeten ingaan bij de ontdekking en voor beide belanghebbenden redelijk, maar gelijk moeten zijn.

Hoe het zij, het begin van § 1 is gebrekkig geredigeerd. Men verbetere de tekst als volgt : "Hij die een wapen of munitie vindt of bij toeval in zijn bezit krijgt, moet, binnen (een termijn van) ... nadat het wapen of de munitie hem in handen is gekomen, daarvan aangifte doen ...".

*
* *

Het slot van § 1 van artikel 20 zou als volgt moeten worden gelezen : "... opdat ten aanzien van de eigenaar kan worden gehandeld overeenkomstig artikel 27".

.../...

Artikel 21 van het ontwerp.

Aan het slot van het vierde lid van de Franse tekst van deze bepaling vervange men "et" door "ou".

Artikel 24 van het ontwerp.

Volgens deze bepaling kunnen "de overheden die voor de ordehandhaving verantwoordelijk zijn", onder meer wanneer onlusten of oproer dreigen te ontstaan of ontstaan zijn, een aantal maatregelen treffen met het oog op de openbare veiligheid.

Krachtens artikel 23 van de wet van 3 januari 1933 worden die maatregelen genomen door de burgemeester of door de gouverneur, en alleen wanneer de dreiging werkelijkheid geworden is.

Op de burgemeester rust de wettelijke plicht op te treden wanneer de rust verstoord wordt, en hij moet het eerst optreden.

"De verklaring voor deze prioriteit ligt voor de hand : het is de chef van de plaatselijke politie die er het grootste belang bij heeft, dat de orde niet wordt verstoord en die ook het best geplaatst is om onverwijld maatregelen ter handhaving van de openbare rust te treffen. Hij bevindt zich ter plaatse van de gebeurtenissen ; hij kent de gemoederen, het karakter van de bevolking, de ernst van het gevaar, de oo zaken van de agitatie en de middelen om ze tot bedaren te brengen. Het is dus volkomen natuurlijk dat de hogere overhe slechts in bijkomende orde en in geval van werkelijke noodz optreden" (DE TOLLENAERE - Nieuwe commentaar op de gemeente nr. 857).

.../..

Volgens de memorie van toelichting wijzigt het ontwerp de huidige wetgeving in deze zin dat "alle overheden die voor de ordehandhaving verantwoordelijk zijn, de in artikel 23 van de wet van 1933 voorgeschreven maatregelen moeten kunnen treffen, niet alleen de burgemeesters en de goeverneurs, maar ook de Minister van Binnenlandse Zaken en de politie- en rijkswachtoverheden, wanneer deze laatsten ter plaatse van oordeel zijn dat de winkels of opslagplaatsen van wapens, dienen te worden gesloten of ontruimd".

Een zodanige interpretatie van het ontwerp-artikel 24 komt erop neer, dat de volgorde waarin de maatregelen voor handhaving van de openbare rust achtereenvolgens moeten worden genomen, niet langer wordt ontzien. Derhalve moet worden gevreesd, ofwel voor gezagsconflicten wanneer verscheidene overheden optreden, ofwel voor het in gebreke blijven van overheden als niemand optreedt.

Artikel 25 van het ontwerp.

Luidens deze bepaling kunnen de erkenningen, bedoeld in hoofdstuk II, door de Minister van Economische Zaken en de machtigingen, bedoeld in hoofdstuk III, door de arrondissementscommissaris worden ingetrokken. Die intrekkingen zijn dus facultatief.

Wat de intrekkingen van erkenningen aangaat : het lijkt wel zo te zijn dat artikel 25, eerste lid, toepasselijk is onverminderd de in artikel 7, §§ 2 en 3, bedoelde intrekkingen van rechtswege. Dit punt zou in de tekst moeten worden verduidelijkt.

*
* *

.../...

Artikel 25 zou uitdrukkelijk moeten bepalen dat de beslissingen tot intrekking met redenen omkleed moeten worden. Dit is een elementaire waarborg voor degenen tegen wie een zodanige maatregel wordt getroffen. Men stelle dit in een toe te voegen lid als volgt :

"De intrekkingen moeten met redenen omkleed worden".

Artikel 25 zou ook moeten bepalen dat de intrekkingen bij ter post aangetekende brief ter kennis gebracht worden, zoals voorgeschreven is voor de weigering tot machtiging (artikel 15).

*
* *

Artikel 25 stelt beroep bij de rechtbank van eerste aanleg open tegen de beslissing tot intrekking van een machtiging, niet tegen de beslissing die een erkenning intrekt. Buiten het beroep naar gemeen recht dat in dit laatste geval bij de Raad van State openstaat, zou ook een beroep over de zaak zelf moeten worden opengesteld tegen de beslissingen tot intrekking van een erkenning welke afbreuk doen aan de vrije uitoefening van een economische activiteit en zeer ernstige gevolgen kunnen hebben.

Opgemerkt moge worden, dat recente wetten in verband met de organisatie van beroepen (1) alle het beginsel huldigen

.../...

---

(1) Wet van 19 februari 1963 houdende statuut van hotelinrichtingen (en haar uitvoeringsbesluit van 17 juli 1964);
wet van 21 april 1965 houdende het statuut van de reisbureaus;
wet van 26 juni 1967 betreffende het statuut van de tussenpersonen op het gebied van het goederenvervoer.
Zie ook het ontwerp van wet op het kamperen (Gedr. St., Senaat, 1968-1969, nr. 534).

van een procedure om aan de betrokkenen sommige waarborgen te verzekeren. Die waarborgen hebben betrekking op de motivering van de beslissingen tot weigering of tot intrekking, het vooraf horen van de betrokkenen, het advies van een technische commissie, en het organiseren van een administratief beroep dat aan het beroep bij de Raad van State voorafgaat.

Artikel 26 van het ontwerp.

Luidens artikel 26, 2°, kan de rechter de erkenningen intrekken die aan natuurlijke personen zijn verleend krachtens hoofdstuk II. Die bepaling lijkt, zoals het geval was met artikel 25, te kunnen worden toegepast, onverminderd de intrekkingen van erkenningen van rechtswege waarvan sprake is in de §§ 2 en 3 van artikel 7 van het ontwerp. Dit punt zou in de tekst moeten worden verduidelijkt.

*
* *

Het eerste lid van artikel 26 spreekt alleen van "overtreding van deze wet", terwijl in andere bepelingen van het ontwerp sprake is van "overtreding van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten" (artikel 7, § 1, 2°, a). Is dat verschil gewild en moet eruit afgeleid worden dat de in artikel 26 bepaalde veiligheidsmaatregelen door de rechter niet kunnen worden uitgesproken ingeval de uitvoeringsbesluiten van de wet overtreden worden ?

.../...

Artikel 27 van het ontwerp.

Enkele aspecten van deze bepaling zijn reeds belicht in de algemene opmerking III. Er wordt hier niet op teruggekomen.

*
* *

Personen wier erkenning of machtiging is ingetrokken, moeten hun wapen afgeven "ten laatste de tweede dag na die van de kennisgeving van de intrekking".

Wat met de gevallen van intrekking van rechtswege ? Bedoelt de tekst dat de wapens, zelfs in geval van intrekking van rechtswege, eerst na kennisgeving van die intrekking moeten worden afgegeven ? Is dat niet de strekking van de bepaling, dan zou artikel 27 als volgt moeten worden verduidelijkt : "... uiterlijk in de loop van de tweede dag na die waarop van de intrekking kennis is gegeven of waarop intrekking van rechtswege uitwerking heeft ...".

*
* *

Volgens artikel 25 kan tegen de intrekking van een machtiging door de arrondissementscommissaris, bij de rechtbank van eerste aanleg beroep ingesteld worden binnen tien dagen na de kennisgeving van de intrekking. Bepaald moet worden of, en eventueel in welke mate, die termijn en het beroep zelf de gevolgen van de intrekking schorsen.

.../...

Hiervoren is gezegd dat artikel 25 beroep bij de rechtbank van eerste aanleg openstelt tegen de beslissingen tot intrekking van de machtiging, maar niet tegen de beslissingen tot intrekking van de erkenning. Mocht de wetgever, overeenkomstig 's Raads voorstel, beslissen dat tegen laatstgenoemde beslissingen beroep over de zaak zelf kan worden ingesteld, dan zouden de termijn voor het instellen van dat beroep en het beroep zelf alle gevolgen van de intrekking van de erkenning moeten schorsen.

*

* *

Met inachtneming van de algemene opmerking III en van de hiervorenstaande bijzondere opmerkingen, wordt voorgesteld artikel 27 van het ontwerp als volgt te lezen :

"Artikel ...

Natuurlijke personen of rechtspersonen die eigenaar zijn van krachtens deze wet op regelmatige wijze verkregen of voorhanden gehouden wapens of munitie en wier erkenning of machtiging is ingetrokken, moeten, uiterlijk in de loop van de tweede dag ... (zie advies) de wapens en de munitie waarop de maatregel slaat evenals de documenten waaruit de erkenning of de machtiging blijkt, ter beschikking stellen van de politiecommissaris van hun verblijfplaats of hun woonplaats of, bij diens ontstentenis, van de commandant van de Rijkswachtbrigade.

Zo daartoe grond bestaat, gelast de arrondissementscommissaris dat de wapens en de munitie door een openbaar bestuur of door een particulier worden bewaard. De eigenaar mag ze, onder bezwarende titel of om niet, afstaan aan een krachtens deze wet erkende of gemachtigde persoon. Hij kan ook toestaan dat de wapens of de munitie onbruikbaar gemaakt of door de Staat te koop gesteld worden.

.../...

Behalve in geval van onbruikbaarmaking, ... (zoals in het ontwerp)...".

Op te merken valt dat het ontwerp niet zegt wat met het wapen geschiedt nadat het onbruikbaar is gemaakt.

Artikel 29 van het ontwerp.

Dit artikel zou beter op zijn plaats zijn in het Strafwetboek.

Artikel 30 van het ontwerp.

De laatste volzin van dit artikel bepaalt : "Verbeurdverklaarde wapens kunnen altijd, in het algemeen belang, bij beslissing van de arrondissementscommissaris, aan een openbare of particuliere verzameling worden toevertrouwd".

Behalve dat "particuliere verzameling" een vaag begrip is, is de volzin ook overbodig, zodat hij kan vervallen.

De Staat is immers krachtens de verbeurdverklaring eigenaar geworden van de wapens. Hij kan er dus een bestemming aan geven door toedoen van de bevoegde besturen.

*

* *

.../...

Volgens artikel 30, tweede lid, is de verbeurdverklaring van de wapens slechts facultatief "bij overtreding van de artikelen 6, 8 en 9 of van de besluiten tot uitvoering ervan".

De memorie van toelichting zegt hieromtrent : "De aan de rechter gelaten mogelijkheid om in die gevallen de wapens en de munitie niet verbeurd te verklaren of slechts een gedeelte ervan verbeurd te verklaren , wordt gerechtvaardigd door de noodzakelijkheid om aan de erkende personen van wie de erkenning niet is herroepen, de mogelijkheid te laten hun economische bedrijvigheid voort te zetten".

Die verantwoording is vatbaar voor kritiek. Men staat hier immers voor een veroordeling wegens een in deze wet en in haar uitvoeringsbesluiten bepaald misdrijf, dat op grond van artikel 7, § 1, 2°, a, en § 3, van rechtswege intrekking van de erkenning tot gevolg heeft als het gaat om een veroordeling tot ten minste drie maanden, ook met uitstel. Uit de tekst van artikel 30, tweede lid, blijkt echter dat de rechter in ieder geval al dan niet kan verbeurd verklaren, ook al is er intrekking van rechtswege geweest.

Artikel 31 van het ontwerp.

Dit artikel onderwerpt de in het ontwerp bepaalde straffen aan alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van artikel 85 (verzachtende omstandigheden), dat niet meer kan worden toegepast na een eerste veroordeling tot een niet voorwaardelijke correctionele gevangenisstraf wegens overtreding van de wet in kwestie of van de wet van 3 januari 1933 op de wapens voor de veroordelingen uitgesproken vóór de inwerkingstelling van de tot stand te brengen wet.

.../...

Op te merken valt, dat artikel 40 van het ontwerp de Koning machtigt om geleidelijk te werk te gaan bij de opheffing van de wet van 3 januari 1933 en bij de inwerkingstelling van de ontwerp-wet.

Artikel 20 van de wet van 1933 bepaalt echter dat alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, zonder enige beperking, van toepassing zijn op de in de wet bedoelde overtredingen.

Die bepaling is onbestaanbaar met artikel 31 van het ontwerp. Beide bepalingen mogen dus niet tegelijk in werking zijn. De opheffing van eerdervermeld artikel 20 zal dus moeten samengaan met de inwerkingtreding van artikel 31 van het ontwerp.

*

* *

Voorgesteld wordt, in de Franse tekst "peine effective" te vervangen door "peine non conditionnelle".

Artikel 32 van het ontwerp.

Het spreekt vanzelf dat deze bepaling geen afbreuk doet aan de onschendbaarheid van de woning als bedoeld in artikel 10 van de Grondwet.

Artikel 33 van het ontwerp.

In de commentaar op artikel 33 van het ontwerp wijst de memorie van toelichting erop, dat het ontwerp "inzake jacht de aflevering voorschrijft van twee afzonderlijke verloven: het jachtverlof en het verlof om jachtwapens te

.../...

verkrijgen en voorhanden te hebben"; er wordt aan toegevoegd : "Het tweede is afhankelijk van het eerste maar onderscheidt zich ervan door een specifieke fiscaliteit en door bepalingen eigen aan iedere houder ...".

Deze verklaring lijkt niet overeen te komen met hetgeen in artikel 16 van het ontwerp is gezegd.

*

* *

Bij § 3 is het volgende op te merken :

In de tekst onder a lijkt de opsomming van de te wijzigen bepalingen niet volledig. Ook in artikel 6bis van de wet van 1882 komt de term "permis de port d'arme de chasse" (Nederlandse tekst, vastgesteld bij de wet van 30 juni 1967 : "jachtverlof") onder meer nog voor.

In de tekst onder b is het niet voldoende het opschrift van de wet van 30 juli 1922 te wijzigen door daarin de woorden "verlofbrieven voor het dragen van jachtwapens" te vervangen door het woord "jachtverloven"; ook de vermelmelding van het zegelrecht moet worden vervangen door de vermelding van de "taxe", overeenkomstig de terminologie van de wet van 30 juni 1967, aangezien het geheven recht in de huidige wetgeving een met het zegel gelijkgestelde taxe is.

In de artikelen 4 en 5 van de wet van 1922 zouden verbeteringen aangebracht moeten worden teneinde rekening te houden met de wetgeving betreffende de met het zegel gelijkgestelde taxes.

.../...

Onder d hoort als datum voor het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes niet 22 maart 1927 te worden opgegeven, aangezien dat Wetboek opnieuw bekendgemaakt is op 29 september 1938.

In § 4 van artikel 33 is er geen volledige overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst.

Overigens zou de zin van deze bepaling, die onbestaanbaar lijkt met artikel 16, tweede lid, van het ontwerp, nauwkeuriger moeten worden aangegeven.

Artikel 35 van het ontwerp.

In verband met de "wapenopslagplaats" moge worden verwezen naar de opmerking bij artikel 18. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 38, 3°.

*
* *

Artikel 35 bepaalt dat "ter dekking van de kosten voor administratie en toezicht ten bate van de Staat wordt geheven" : een "recht" op de aanvragen om machtiging tot het verkrijgen van wapens, en een "jaarlijks recht" op het voorhanden hebben van een wapen door particulieren; de Koning bepaalt het bedrag van die rechten en de wijze waarop ze worden geïnd.

De memorie van toelichting spreekt van rechten voor het dekken van de werkingskosten van de bestuursdiensten die zullen moeten worden opgericht, maar voegt eraan toe dat "de idee om het bezit van wapens aan een belasting te onderwerpen, niet nieuw is ...".

.../...

Het valt op hoeveel verschillende termen gebruikt worden : recht, taxe, belasting. Gaat het om retributies of om belastingen ? Als de bedoelde rechten onder de belastingen vallen, moet het bedrag ervan door de wetgever (artikel 110 van de Grondwet), niet door de Koning worden vastgesteld.

Artikel 37 van het ontwerp.

Het ware logischer dit artikel als volgt te redigeren: "In afwijking van artikel 6, vierde lid, kunnen de in het eerste lid van dit artikel bedoelde rechtspersonen die gedurende twee jaar vóór de bekendmaking van deze wet hun economische activiteit met betrekking tot de wapens gelijktijdig met de handel in artikelen voor de visvangst hebben uitgeoefend, erkend worden, en mogen zij ook na de erkenning deze handel voortzetten".

Artikel 38 van het ontwerp.

Onder 1° kan het woord "voorlopig" als overbodig vervallen.

Uit de tekst onder 4° van deze bepaling volgt dat geen strafvervolging wegens overtreding van de wet van 3 januari 1933 meer zal kunnen worden ingesteld tot de door de Minister van Justitie bepaalde termijn verstreken is. Als de Minister niet optreedt, zouden dus geen straffen meer worden opgelegd.

Aangezien de Koning ermede belast is de ontwerp-wet geleidelijk in werking te doen treden, zou hij ook de bevoegdheid moeten krijgen om te bepalen binnen welke termijn de in artikel 38, 4°, bedoelde aangifte moet worden gedaan.

Artikel 39 van het ontwerp.

Dit artikel is opgegaan in artikel 1 van de door de Raad van State voorgestelde tekst.

Artikel 40 van het ontwerp.

Voorgesteld wordt, deze bepaling te splitsen in twee artikelen, met de volgende redactie :

"Artikel ...

De wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie, gewijzigd bij de wetten van 29 juli 1934 en 4 mei 1936, wordt opgeheven.

Artikel ...

De Koning bepaalt :

1° de datum waarop elk van de bepalingen van deze wet in werking treedt;

2° de datum waarop de opheffing van elk van de bepalingen van de wet van 3 januari 1933 in werking treedt.

Deze wet treedt in werking uiterlijk ... maanden nadat zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

SLOTOPMERKINGEN.

De Raad van State moge erop wijzen dat de opsomming vooraan in de memorie van toelichting niet mag worden beschouwd als een lijst van nog geldende teksten. De verklaring van 23 maart 1728 bij voorbeeld is opgeheven bij artikel 28 van de wet van 3 januari 1933. Niet vermeld is daarentegen het edict van 10 december 1547, inzover het verbiedt

/

duinen of strand te betreden met geweren of aanvalswapens zolang de aangespoelde voorwerpen er zich bevinden.

*

* *

Wegens de omvang van de te behandelen vraagpunten heeft de Raad er in het algemeen van afgezien, de zuiver redactionele opmerkingen te maken waartoe een aantal artikelen van het ontwerp aanleiding hadden kunnen geven.

B I J L A G E .

Tekstvoorstel voor de eerste vijf artikelen van het ontwerp.

Artikel 1.-

§ 1. Deze wet is van toepassing op :

1° wapens;

2° munitie;

3° de volgende economische activiteiten :
- vervaardiging van, handel in, invoer, uitvoer, doorvoer, vervoer met het oog op verkoop, verspreiding, tekoopstelling, en herstelling of verbouwing voor een ander, van wapens en munitie;

4° de volgende handelingen van particulieren :
- het verkrijgen, afstaan, voorhanden hebben en vervoeren van wapens en munitie, alsook het dragen van wapens.

§ 2. Voor de toepassing van deze wet worden geacht wapens te zijn :

1° alle vuurwapens;

2° blanke wapens die dienen tot bewapening van troepen;

3° wapens die door de koninklijke besluiten van 23 april 1934, 11 augustus 1934, 26 december 1959 en 16 maart 1967 als verweerwapens, jachtwapens of sportwapens worden aangemerkt;

4° wapens of tuigen genoemd in artikel 3, § 1, 2° tot 6°;

5° onderdelen van wapens, tuigen bestemd om het richten van wapens te verbeteren of het geluid van de ontbranding te dempen, en enig ander toebehoren van wapens.

.../...

§ 3. Voor de toepassing van deze wet wordt geacht munitie te zijn :

- de munitie bestemd voor wapens als bedoeld in § 2, en de gedeelten van die munitie.

§ 4. De Koning kan beslissen dat bepaalde tuigen al dan niet wapens zijn in de zin van deze wet.

§ 5. De Koning kan economische activiteiten of handelingen in verband met niet in § 1, 3° en 4°, bedoelde wapens en munitie onder de toepassing van deze wet brengen.

Artikel 2.-

§ 1. Onder voorbehoud van de bevoegdheid welke deze wet aan de Koning verleent, vallen niet onder haar bepalingen :

1° bestellingen van wapens of munitie door de Staat en levering ervan aan de Staat;

2° activiteiten voor 's Lands verdediging, alsook het voorhanden hebben of het dragen van wapens door hen die met die activiteiten zijn belast;

3° het voorhanden hebben, vervoeren, dragen, vertonen of gebruiken in dienst of ter gelegenheid van de dienst, door ambtenaren van de overheid of van de openbare macht, van wapens en munitie die deel uitmaken van hun uitrusting;

4° wapens en munitie van Rijks-, provincie- en gemeentemusea;

5° wapenverzamelingen, wapenborden en de daarvoor bestemde wapens, al dan niet rondreizende schiettenten en de daar in gebruik zijnde wapens en munitie;

.../...

6° wapens en munitie die als leermiddelen worden gebruikt :
a) in politiescholen;
b) in andere door de Minister van Justitie gemachtigde inrichtingen.

§ 2. De Koning kan :

1° bijzondere regels stellen voor de in artikel 1, § 1, 3°, bedoelde economische activiteiten in verband met wapens en munitie die tot bewapening van de krijgsmacht dienen;

2° wapenverzamelingen, wapenborden, de daarvoor bestemde wapens, en de activiteit van al dan niet rondreizende schiettenten en de daar in gebruik zijnde wapens en munitie onder de toepassing brengen van door hem aan te wijzen bepalingen uit deze wet of van een bijzondere regeling.

§ 3. De Koning kan voor de toepassing van § 1 :

1° bepaalde activiteiten rangschikken onder de activiteiten voor 's Lands verdediging;

2° bepaalde personen gelijkstellen met ambtenaren van de overheid of van de openbare macht;

3° de instellingen of lichamen bepalen die Rijks-, provincie- en gemeentemusea zijn of ermee zijn gelijkgesteld.

Artikel 3.-

§ 1. Verboden zijn :

1° wapens die het voorkomen van een ander voorwerp hebben of zo vervormd zijn dat zij ongezien vervoerd of gedragen kunnen worden of dat de aanvalskracht ervan wordt verhoogd;

2° blanke wapens in de vorm van dolken, jachtmessen uitgezonderd, bajonetten, stiletten, werpmessen of dolkmessen;

/

3° boksbeugels, ploertendoders en wapenstokken;

4° geweren waarvan de kolf of de loop in verscheidene delen uitneembaar is, en vouwgeweren;

5° wapens of tuigen die dienen om de lichamelijke gaafheid van personen aan te tasten door middel van traanverwekkende, giftige, verstikkende, weerloosmakende, brandbare of soortgelijke stoffen;

6° wapens of tuigen die dienen om de lichamelijke gaafheid van personen aan te tasten door ontploffing of verspreiding van traanverwekkende, giftige, verstikkende, weerloosmakende, brandbare of soortgelijke stoffen;

7° munitie die traanverwekkende, giftige, verstikkende, weerloosmakende, brandbare of soortgelijke stoffen verspreidt, met uitzondering van patronen met weerloosmakende stof voor revolvers, pistolen en jachtwapens.

§ 2. De Koning kan wapens of munitie in de categorie van de verboden wapens en munitie opnemen.

Artikel 4.-

De Minister van Justitie kan de beschrijving van alle wapens en munitie aanvullen of verduidelijken, inzonderheid van de wapens en de munitie die tot de categorie van de krachtens artikel 3, § 1, verboden wapens behoren of daarin door de Koning overeenkomstig artikel 3, § 2, opgenomen zijn.

La chambre était composée de / De kamer was samengesteld uit

Messieurs / de Heren :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame / Mevrouw :	G.CISELET,	staatsraden,	
Messieurs / de Heren :	R.PIRSON,	assesseurs de la section de législation,	
	F.RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M.JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.E.JOACHIM, auditeur général, et par M.H.ROUSSEAU, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E.JOACHIM, auditeur-generaal, en door de H.H.ROUSSEAU, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M.JACQUEMIJN. (s.) G.VAN BUNNEN.